



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 décembre 2013

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	3
RAPPORT DE GESTION	5
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS.....	11
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	14
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES STATUTAIRES.....	78
ETATS FINANCIERS STATUTAIRES.....	81
HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	118



ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 décembre 2013

**Attestation de la personne physique responsable du
rapport financier annuel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. Le rapport de gestion inclus dans le présent rapport financier ne contient pas toutes les informations visées par le code de commerce. Celles-ci seront incluses dans le rapport de gestion qui sera présenté à l'assemblée générale des actionnaires.



Le 19 mars 2014
Le Président du Conseil d'Administration
Dominique Thomann



RAPPORT DE GESTION

31 décembre 2013

L'Environnement International et les performances du Groupe Renault

Dans un marché automobile mondial en hausse de 3,9 %, les ventes du Groupe Renault atteignent 2 628 208 véhicules, en augmentation de 3,1 % par rapport à 2012.

Tout en amplifiant sa croissance à l'international, le Groupe Renault progresse fortement sur le marché européen et atteint une part de marché de 9,5 %, en hausse de 0,4 point. La part des volumes hors Europe reste quasi inchangée par rapport à 2012 à 50,5 % (+ 0,4 point) avec 1 326 344 unités vendues. Hors Iran, dont le marché a été fermé en juillet 2013, le Groupe gagne des parts de marché dans toutes les régions, porté par le succès de ses nouveaux modèles.

En Europe, dans un marché en baisse de 1,7 %, les volumes du Groupe, qui s'élèvent à 1 301 864 augmentent de 2,4 %, et sa part de marché atteint 9,5 %, en hausse de 0,4 point. La marque Renault occupe la 3^{ème} place sur le marché européen et demeure leader en véhicules utilitaires avec 14,5 % de part de marché.

À l'international, le Groupe Renault poursuit sa croissance en dépit du ralentissement de certains pays émergents et du durcissement des sanctions internationales en Iran. Si les immatriculations sont en hausse de 3,8 % au total, la croissance est de 9,7 % hors Iran, où l'arrêt de l'activité a fait perdre près de 64 500 véhicules sur l'année. Le Brésil et la Russie sont respectivement les 2^{ème} et 3^{ème} marchés du Groupe.

Première marque à avoir proposé quatre modèles électriques, Renault est leader du marché européen avec 37,0 % de part de marché (hors Twizy) et 15 048 unités vendues (hors Twizy).

Les faits marquants de RCI Banque

Sur l'année 2013, RCI Banque enregistre une forte croissance de ses activités Financements (1 160 612 nouveaux dossiers, soit + 19 % par rapport à 2012) et Services (1 756 496 nouveaux dossiers, soit + 34 % comparé à 2012).

Cette performance historique est tirée à la fois par la progression du taux d'intervention financements sur l'essentiel des marchés où RCI Banque est présent (Europe et Hors Europe), sur la quasi-totalité des marques de l'Alliance, et par la poursuite du développement international (Turquie / Russie). L'activité Financements de véhicules d'occasion contribue également à cette croissance (+ 6 % de nouveaux dossiers par rapport à 2012).

LA POURSUITE DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RCI Banque continue son expansion internationale en accompagnant pleinement le développement commercial des marques de l'Alliance. La part de l'activité Hors Europe poursuit sa progression et représente à présent plus d'un tiers du nombre de dossiers financements (35 %, soit + 9 points par rapport à 2012).

En Turquie, la *joint-venture* entre RCI Banque et OYAK a réalisé sa première année d'activité pleine, avec un taux d'intervention financements à 25,0 % pour un total de 37 970 dossiers financés.

En Russie, la banque de financement en partenariat avec Nissan et UniCredit a démarré son activité depuis Novembre et contribuera fortement à la croissance du groupe RCI Banque, en permettant le soutien des ventes de l'Alliance sur ce marché stratégique.

LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES ACTIVITÉS

En deux ans, RCI Banque est devenu un opérateur de services pour la location de batterie du Véhicule Electrique dans 19 pays, pour les marques Renault et Nissan. A fin 2013, le parc de batteries s'élève à plus de 31 600 batteries (avec 5 modèles commercialisés : Kangoo Z.E., Fluence Z.E., Twizy, ZOE et Leaf).

Après le lancement réussi en France du livret d'épargne ZESTO en 2012, RCI Banque a poursuivi au cours de 2013 la politique de diversification de son refinancement, en étendant avec succès l'activité de collecte de dépôts à l'Allemagne. À fin décembre, le montant total des dépôts collectés atteint 4,3 milliards d'euros dont 784 millions d'euros sur des comptes à terme. RCI Banque positionne ainsi l'activité d'Epargne comme un levier majeur de refinancement de son activité de crédits automobiles.

L'activité commerciale de RCI Banque

Le **Taux d'Intervention Financements** de RCI Banque sur les immatriculations de véhicules neufs des 5 marques de l'Alliance (Renault, Renault Samsung Motors, Dacia, Nissan et Infiniti) s'élève à 34,6 % (contre 35,0 % en 2012). A iso-périmètre 2012 (hors Turquie et Russie), le taux d'intervention financements ressort à 36,7 %, à son plus haut niveau depuis dix ans, en progression de 1,7 point par rapport à 2012.

Le **Taux d'Intervention Services** du groupe RCI Banque est en hausse de 5,2 points, à 62,7 %, contre 57,5 % en 2012.

Les **nouveaux financements** (hors cartes et prêts personnels) s'établissent à 11,4 milliards d'euros, en hausse de 5 % par rapport à 2012.

Après quatre années de croissance, l'encours productif moyen se stabilise à 24,2 Md€ (+ 0,1 % comparé à 2012), pénalisé par un effet change de - 0,6 Md€, essentiellement sur la région Amériques. L'encours net à fin est en revanche à son plus haut niveau historique, à 25,9 Md€, malgré - 0,8Md€ d'effet change négatif, reflétant ainsi la bonne performance commerciale 2013.

Performance commerciale par Régions

Dans la **Région Europe**, RCI Banque est parvenu à compenser un marché automobile défavorable (-1,6 % par rapport à 2012) à la fois par la bonne performance des immatriculations de l'Alliance, par la progression de son taux d'intervention financements (35,1 % contre 33,9 % en 2012) et par la hausse de ses dossiers de financement de Véhicules d'Occasion. Au total, les nouveaux dossiers véhicules neufs et occasions en Europe progressent de 4,4 % par rapport à 2012.

La **Région Amériques** (Brésil, Argentine), caractérisée par un ralentissement du marché brésilien mais par une forte croissance du marché argentin, poursuit son développement avec un taux d'intervention financements à 42,7 %. Le Brésil conforte sa position de 2^{ème} contributeur en termes de volumes de dossiers de financements véhicules neufs.

Soutenu par la croissance du marché turque, le nombre de dossiers de financement de véhicules neufs de RCI Banque sur la **Région Euromed-Afrique** (Roumanie, Maroc et Turquie) a quasiment triplé, à 58 167 dossiers. Le taux d'intervention financements reste stable à 26,0 %. La Turquie, intégrée dans le périmètre RCI Banque sur 2013, est déjà le 8^{ème} pays de RCI Banque en nombre de dossiers de financements véhicules neufs.

La **Région Asie-Pacifique** (Corée) affiche un taux d'intervention financements de 47,4 %, contre un niveau historiquement haut de 57,3 % sur l'année 2012. Le nombre de dossiers véhicules neufs et occasions recule

de 10,2 % par rapport à 2012.

La Région Eurasie (Russie), intégrée dans le périmètre RCI Banque en 2013, affiche un taux d'intervention financements de 25,0 %. La Russie se hisse déjà au 3^{ème} rang des filiales RCI Banque en termes de dossiers véhicules neufs financés.

Performance commerciale par marques :

Sur le périmètre Renault, le groupe RCI Banque a réalisé en 2013 un taux d'intervention de 35,2 % en retrait de 1,4 point comparé à 2012 (hors effet intégration Turquie / Russie, progression de 1,4 point). **Les nouveaux financements s'établissent à 7,3 Md€** en 2013, contre 7,1 Md€ en 2012, soit une hausse de 2,1%.

Sur le périmètre Dacia, le groupe RCI Banque a réalisé en 2013 un taux d'intervention de 33,5 % en progression de 0,6 point par rapport à 2012 (hors effet intégration Turquie / Russie, progression de 1,2 point). **Les nouveaux financements s'établissent à 1,1 Md€** en 2013, contre 0,9 Md€ en 2012, soit une hausse de 30,1 %.

Sur le périmètre Renault Samsung Motors, le groupe RCI Banque a réalisé en 2013 un taux d'intervention de 47,5 % en baisse de 10,3 points comparé à 2012. **Les nouveaux financements s'établissent à 0,4 Md€** en 2013, contre 0,5 Md€ en 2012, soit une baisse de 16,6 %.

Sur le périmètre Nissan, le groupe RCI Banque a réalisé en 2013 un taux d'intervention de 32,5 % en progression de 3,4 points par rapport à 2012 (hors effet intégration Turquie / Russie, progression de 4,5 points). **Les nouveaux financements s'établissent à 2,5 Md€** en 2013, contre 2,3 Md€ en 2012, soit une hausse de 8,7 %.

Sur le périmètre Infiniti, le groupe RCI Banque a réalisé en 2013 un taux d'intervention de 33,8 % (hors effet intégration Turquie / Russie, 41,2 %). **Les nouveaux financements s'établissent à 0,03 Md€** en 2013.

Les résultats financiers du Groupe RCI Banque

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du groupe RCI Banque de l'exercice 2013 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2013 et tels qu'adoptés dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

L'ensemble des informations sur l'application des normes IFRS est donné dans l'annexe aux comptes consolidés.

Le résultat avant impôts du groupe RCI Banque s'élève à 744 M€ en 2013 contre 773 M€ en 2012, soit une baisse de 3,8 % liée essentiellement à un effet change négatif à hauteur de - 32 M€ sur la région Amériques.

Ce résultat avant impôts 2013 comporte en outre - 3,5 M€ d'éléments non récurrents.

La poursuite de la croissance commerciale, le développement des services et le succès des plans de maîtrise du risque mis en place pendant la crise financière et économique ont permis au groupe de maintenir un haut niveau de rentabilité.

Dans le détail, l'évolution du résultat s'explique par les éléments suivants :

- L'encours productif moyen est stable à 24,2 Md€ en 2013 (+ 0,1 % comparé à 2012), pénalisé par un effet change défavorable de - 0,6 Md€. L'activité Clientèle est en léger repli de 2,1 % et l'encours Réseaux progresse de 6,8 %.
- La marge brute hors services atteint 1 263 M€, en baisse de 3,4 %.
- La marge sur services atteint un niveau record, à 300 M€, en hausse de 7,2 %.
- Les coûts de distribution atteignent 377 M€, en hausse de 4,7 %.
- Le coût du risque total (y compris risque pays) s'établit à 0,42 % de l'Encours Productif Moyen, à un niveau qui reste historiquement bas. Le coût du risque Clientèle reste maîtrisé à 0,47 % de l'encours productif moyen, en amélioration par rapport à 2012 (0,52 %). Le maintien en-dessous du seuil structurel témoigne de la bonne politique d'acceptation initiée dès 2008 ainsi que d'une gestion efficace du recouvrement. Le coût du risque Réseaux s'établit à 0,26 % de l'encours productif moyen contre un niveau particulièrement favorable en 2012 (- 0,10 %), suite au changement de méthode de provisionnement de l'activité Réseaux, qui avait généré des reprises de provision.
- Les frais de fonctionnement demeurent maîtrisés à 379 M€ (- 1,4 M€ par rapport à 2012). Le coefficient d'exploitation se maintient à 31 %, niveau significativement bas par rapport au marché. Cela démontre la capacité de RCI Banque à encadrer ses frais tout en poursuivant le développement de son activité.

Le résultat net consolidé – part des actionnaires de la société mère – atteint 469 M€ en 2013 contre 490 M€ en 2012 (- 4,3 %).

Enfin, hors éléments non récurrents, le ROE diminue légèrement en 2013 mais reste à un niveau élevé de 20,1 % (contre 22,2 % en 2012).

Refinancement

Au cours de l'exercice 2013, RCI Banque a couvert plus de 52 % de ses besoins de financements stables par des dépôts, permettant ainsi de réduire l'appel aux ressources de marché.

Après avoir lancé en 2012 le livret d'épargne ZESTO à destination du grand public en France, le groupe a poursuivi sa stratégie d'accès à l'épargne des ménages et démarré sous la marque Renault Bank direkt une activité de collecte de dépôts en Allemagne, proposant désormais un compte sur livret ainsi que des comptes à terme. La croissance des dépôts collectés en France et en Allemagne au cours de l'exercice atteint 3.4 Md€ (dont 0.8 M€ en dépôts à terme) et représente plus de 52 % des nouveaux financements stables de l'année (périmètre Europe). Cette diversification permet de réduire la dépendance de l'entreprise aux financements de marché, qui se sont élevés à 3.0 Md€, en net repli par rapport à l'exercice passé (4.8 Md€).

Sur le marché obligataire, tout en poursuivant sa stratégie de diversification des sources de financement, RCI Banque a levé l'équivalent de 2.1 Md€ en s'appuyant sur ses marchés traditionnels (deux emprunts et un abondement en euros, une émission en francs suisses) mais également sur des marchés moins exploités. Après sept ans d'absence du marché GBP, RCI Banque est revenu emprunter en livre sterling (300 MGBP) et a émis pour la seconde fois en dollars américains (600 MUSD). Par ailleurs, les filiales du groupe ont émis régulièrement sur leurs marchés domestiques en Argentine, en Corée et tout particulièrement au Brésil. Après une première émission en 2011, la filiale brésilienne a confirmé sa capacité à accéder à la liquidité

locale, développé sa base d'investisseurs, et émis 1.4 MdBRL.

Sur le segment des financements structurés, et afin de répondre à la demande de simplification des investisseurs, RCI Banque a réaménagé son programme de titrisation de crédits automobiles en Allemagne. Un nouveau Fond Commun de Titrisation a été créé, qui a placé auprès d'investisseurs 800 M€ de titres à taux variable. En parallèle le Master Trust mis en place en 2007 continue d'émettre régulièrement des titres auto-souscrits par RCI Banque et utilisables comme collatéral aux opérations de politique monétaire de la BCE. La plateforme de titrisation allemande réplique donc la structure adoptée en France en 2012.

Ces ressources longues, auxquelles s'ajoutent 4,1 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, ainsi que 2,5 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, permettent à RCI Banque d'assurer la continuité de son activité commerciale pendant près de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure.

Dans un environnement complexe et volatil, la politique prudente menée par le groupe depuis plusieurs années s'est montrée particulièrement justifiée. Elle permet de protéger la marge commerciale de chaque entité tout en assurant la sécurité du refinancement de ses activités. Elle est définie et mise en œuvre au niveau consolidé par RCI Banque et s'applique à toutes les entités de financement du groupe.

Perspectives 2014 et Plan 2014/2016

Le groupe RCI Banque prévoit en 2014 de **poursuivre sa croissance commerciale** tant en nombre de dossiers financement que de services. Cette croissance sera tirée à la fois par la performance interne de RCI Banque et par une augmentation attendue des immatriculations de l'Alliance sur le périmètre RCI Banque. La croissance des nouveaux financements sera néanmoins plus faible compte tenu de taux de change qui devraient poursuivre leur dégradation notamment sur la région Amériques.

L'encours Clientèle devrait repartir à la hausse, malgré un effet change toujours négatif, contribuant ainsi à la progression de l'encours total. Dans un environnement économique toujours tendu, RCI Banque restera attentif à l'évolution du coût du risque et maintiendra une politique stricte d'acceptation.

2014 sera également marquée par la **poursuite du développement de la collecte de dépôts**. Elle s'appuiera sur les produits déjà lancés en France et en Allemagne mais aussi sur le lancement d'une nouvelle activité de collecte d'épargne en Autriche en 2014.

L'année 2014 constituera la première année de la seconde partie du Plan Renault 2016 – Drive the Change. RCI Banque, à l'issue d'une phase de diagnostic, a défini 4 piliers stratégiques pour cette seconde partie du Plan :

- Etendre l'offre de produits et réaliser en particulier une véritable rupture dans l'offre de services, axe majeur de croissance, de rentabilité et de fidélisation des clients.
- S'appuyer sur le « digital » tout en proposant pour chaque pays une stratégie CRM (Customer Relationship Management) adaptée en vue de renforcer son approche centrée sur le client.
- Développer une culture de la performance dans tous les métiers du groupe au travers de l'optimisation de l'organisation et des processus.
- Soutenir les constructeurs de l'Alliance dans leur croissance internationale, pour accompagner le développement de leurs activités, notamment en Inde et en Chine.



**RAPPORT GENERAL DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

31 décembre 2013

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

RCI Banque

Exercice clos le 31 décembre 2013

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société RCI Banque, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre groupe constitue des provisions pour couvrir des risques de crédit inhérents à ses activités, tel que cela est mentionné dans les notes 2-D, 4, 6-5, 6-6, 6-15 et 6-30 de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu les processus mis en place par la direction ainsi que leur adaptation à l'environnement de crise financière pour identifier ces risques, les évaluer et déterminer leur niveau de couverture par des provisions à l'actif ou au passif du bilan.

Nous avons apprécié l'analyse des risques encourus sur une sélection de débiteurs individuels ainsi que, pour une sélection de portefeuilles évalués collectivement, les données et les paramètres sur lesquels votre groupe a fondé ses estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 20 février 2014

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Charlotte Vandeputte

Bernard Heller



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

31 décembre 2013

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	16
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	18
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	19
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	20
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	20
A) <i>Principes de consolidation</i>	22
B) <i>Présentation des états financiers</i>	23
C) <i>Estimations et jugements</i>	23
D) <i>Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »</i>	23
E) <i>Les contrats de « location opérationnelle » (IAS 17)</i>	26
F) <i>Opérations entre le groupe RCI Banque et l'alliance Renault - Nissan</i>	27
G) <i>Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres (IAS 39)</i>	27
H) <i>Immobilisations (IAS16 / IAS36)</i>	28
I) <i>Impôts sur les résultats (IAS12)</i>	28
J) <i>Engagements de retraite et assimilés (IAS19)</i>	28
K) <i>Conversion des comptes des sociétés étrangères</i>	29
L) <i>Conversion des transactions en monnaie étrangère</i>	29
M) <i>Les passifs financiers (IAS 39)</i>	30
N) <i>Emissions structurées et dérivés incorporés (IAS 39)</i>	30
O) <i>Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39)</i>	30
P) <i>Secteurs opérationnels (IFRS 8)</i>	32
Q) <i>Assurance</i>	33
3. STRUCTURE DU GROUPE.....	33
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	34
5. REFINANCEMENT.....	36
6. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	37
7. FILLIALES ET SUCCURSALES DU GROUPE.....	69
A) <i>Liste des sociétés consolidées et des succursales à l'étranger</i>	69
B) <i>Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives</i>	70
C) <i>Restrictions importantes</i>	71
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	72

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - en millions d'euros	Notes	12/2013	12/2012
Caisse, Banques centrales et CCP		524	616
Instruments dérivés	2	203	332
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	3	134	82
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4	1 160	741
Prêts et créances sur la clientèle	5 et 6	26 328	26 095
Comptes de régularisation et actifs divers	7	831	617
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	8	15	48
Opérations de location opérationnelle	5 et 6	195	124
Immobilisations corporelles et incorporelles	9	28	28
Ecart d'acquisition	10	87	84
TOTAL ACTIF		29 505	28 767

PASSIF - en millions d'euros	Notes	12/2013	12/2012
Instruments dérivés	2	130	104
Dettes envers les établissements de crédit	11.2	3 227	3 930
Dettes envers la clientèle	11.3	5 136	1 619
Dettes représentées par un titre	11.4	16 162	18 534
Comptes de régularisation et passifs divers	13	1 368	1 368
Provisions	14	113	121
Provisions techniques des contrats d'assurance	14	185	151
Dettes subordonnées	16	261	259
Capitaux propres		2 923	2 681
- Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		2 908	2 680
<i>Capital souscrit et réserves liées</i>		814	814
<i>Réserves consolidées et autres</i>		1 750	1 438
<i>Gains ou pertes latents</i>		(125)	(62)
<i>Résultat de l'exercice</i>		469	490
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		15	1
TOTAL PASSIF		29 505	28 767

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	12/2013	12/2012
Intérêts et produits assimilés	24	1 925	2 007
Intérêts et charges assimilés	25	(1 001)	(1 017)
Commissions (Produits)		24	26
Commissions (Charges)		(15)	(7)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	26		(3)
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres	27	16	11
Produits (charges) nets des autres activités	28	272	221
PRODUIT NET BANCAIRE		1 221	1 238
Charges générales d'exploitation	29	(376)	(377)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(7)	(6)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		838	855
Coût du risque	30	(102)	(91)
RESULTAT D'EXPLOITATION		736	764
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises	8	7	9
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		1	
RESULTAT AVANT IMPOTS		744	773
Impôts sur les bénéfices	31	(238)	(247)
RESULTAT NET		506	526
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		37	36
Dont part des actionnaires de la société mère		469	490
Résultat net par action (*) et en euros		468,90	489,54
Résultat net dilué par action et en euros		468,90	489,54

(*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	12/2013	12/2012
RESULTAT NET	506	526
Autres éléments du résultat global	(59)	(17)
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies	2	(1)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	2	(1)
Opérations de couverture de flux de trésorerie	21	(11)
Variation de JV des actifs disponibles à la vente		1
Autres gains et pertes latents		(1)
Différences de conversion	(82)	(5)
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	(61)	(16)
RESULTAT GLOBAL	447	509
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	41	36
Dont part des actionnaires de la société mère	406	473

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Gains / pertes latents ou différés	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
	(1)	(2)		(3)	(4)			(0)	
Capitaux propres au 31 décembre 2011	100	714	1 304	(41)	(4)	493	2 566	3	2 569
Affectation du résultat de l'exercice précédent			493			(493)			
Capitaux propres au 1 janvier 2012	100	714	1 797	(41)	(4)		2 566	3	2 569
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					(11)		(11)		(11)
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				(5)			(5)		(5)
Résultat de la période avant affectation						490	490	36	526
Résultat global de la période				(5)	(12)	490	473	36	509
Effet des variations de périmètre, stock-options et autres			2				2	(3)	(1)
Distribution de l'exercice			(350)				(350)	(10)	(360)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(11)				(11)	(25)	(36)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	100	714	1 438	(46)	(16)	490	2 680	1	2 681
Affectation du résultat de l'exercice précédent			490			(490)			
Capitaux propres au 1 janvier 2013	100	714	1 928	(46)	(16)		2 680	1	2 681
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					17		17	4	21
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					2		2		2
Différences de conversion				(82)			(82)		(82)
Résultat de la période avant affectation						469	469	37	506
Résultat global de la période				(82)	19	469	406	41	447
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			1				1	13	14
Distribution de l'exercice			(175)				(175)	(12)	(187)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(4)				(4)	(28)	(32)
Capitaux propres au 31 décembre 2013	100	714	1 750	(128)	3	469	2 908	15	2 923

- (1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions de 100 euros entièrement libérées – 999 992 actions étant détenues par Renault s.a.s.
- (2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.
- (3) La variation des écarts de conversion constaté au 31 décembre 2013 concerne principalement le Brésil, l'Argentine, le Royaume-Uni, la Corée du Sud. Au 31 décembre 2012, elle concernait principalement le Royaume-Uni, l'Argentine, la Suisse, la Corée du Sud et le Brésil.
- (4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des titres disponibles à la vente pour 4.8 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour – 2.4 M€ à fin décembre 2013.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	469	490
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	6	5
Dotations nettes aux provisions	(25)	5
Dividendes reçus et part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	(7)	(9)
Produits et charges d'impôts différés	19	(15)
Pertes et gains nets des activités d'investissement	(14)	
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	37	36
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(19)	23
Capacité d'autofinancement	465	535
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	3	52
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(1)	97
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(657)	(134)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(381)	(59)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(276)	(75)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	2 346	(459)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(1 219)	(1 412)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	3 565	953
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(2 075)	625
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	3	(22)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(1 937)	690
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(141)	(43)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	48	(77)
Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(337)	(45)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	131	542
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(17)	(2)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(6)	(11)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(23)	(13)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(187)	(358)
- Dividendes versés	(187)	(360)
- Augm. (dim.) de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle		2
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		(1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(187)	(359)
Effet des variations des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	(30)	(1)
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(110)	169
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	1 082	912
- Caisse, Banques centrales et CCP (actif et passif)	616	188
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	466	724
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	972	1 082
- Caisse, Banques centrales et CCP (actif et passif)	524	616
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	677	627
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(229)	(161)
Variation de la trésorerie nette	(110)	169

La ligne 'Trésorerie et équivalents de trésorerie' est composée de dépôts à vue et opérations au jour le jour. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 4 et 11.2.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque, pour l'année 2013, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 février 2014 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 22 mai 2014 à laquelle sera également proposée une distribution de dividendes de 260 euros par action, soit un total de 260 millions d'euros.

Pour mémoire, l'Assemblée Générale du 23 mai 2013 a fixé le dividende de l'exercice 2012 à 275 euros par action, soit un total de 275 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du groupe RCI Banque de l'exercice 2013 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2013 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Au 31 décembre 2013, le groupe a appliqué les nouveaux textes suivants parus au Journal Officiel de l'Union européenne et d'application obligatoire à la date de clôture.

Norme		Date d'application obligatoire
IFRS 13	Evaluation de la juste valeur	1 ^{er} janvier 2013
IAS 19 révisée	Avantages du personnel	1 ^{er} janvier 2013
Améliorations de diverses normes	Améliorations annuelles - Cycle 2009-2011	1 ^{er} janvier 2013
Amendement d'IFRS 7	Instruments financiers : informations à fournir - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers	1 ^{er} janvier 2013
Amendement d'IAS 1	Présentation des états financiers - Présentation des autres éléments du résultat global	1 ^{er} janvier 2013
Amendement d'IAS 12	Impôts sur le résultat – Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents	1 ^{er} janvier 2013

L'amendement de la norme IAS 1 introduit une présentation des autres éléments du résultat global en deux catégories distinctes : les éléments pouvant être reclassés ultérieurement en résultat et ceux qui ne le seront pas.

L'application de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel » est rétrospective. L'impact de sa première application est non significatif à l'échelle du groupe.

L'application de la norme IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur » est prospective. Cette norme fournit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur. Son application est sans impact significatif sur les valeurs comptables.

Par ailleurs, le groupe a choisi d'appliquer par anticipation les textes suivants parus au Journal Officiel de l'Union européenne et d'application facultative à la date de clôture.

Norme		Date d'application obligatoire
IFRS 10	Etats financiers consolidés	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 11	Partenariats	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 12	Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	1 ^{er} janvier 2014
Amendements d'IFRS 10, d'IFRS 11 et d'IFRS 12	Etats financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités - Dispositions transitoires	1 ^{er} janvier 2014
Amendement d'IAS 28	Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 ^{er} janvier 2014

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation l'amendement d'IAS 32 « Instruments financiers : présentation – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers », paru au Journal Officiel de l'Union européenne en décembre 2012, et dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2014. Le groupe n'anticipe à ce jour aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'adoption de cet amendement.

Première application de la norme IFRS 11 :

La norme IFRS 11 remplace la norme IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et l'interprétation SIC – 13 « Entités contrôlées en commun – apports non monétaires par des coentrepreneurs ».

La norme IFRS 11 supprime la méthode de l'intégration proportionnelle applicable aux entités contrôlées conjointement.

Conformément à la norme IFRS 11, les sociétés Renault Crédit Car et RCI Financial Services s.r.o. ont été qualifiées de coentreprises.

Ces sociétés, consolidées par intégration proportionnelle jusqu'au 31 décembre 2012, sont désormais consolidées par mise en équivalence, sauf RCI Financial Services s.r.o qui, suite à la signature d'un nouvel accord de partenariat avec Unicredit en octobre 2013, est désormais consolidée par intégration globale depuis cette date.

La participation du groupe dans les coentreprises est désormais présentée sur la ligne « Participations dans les entreprises associées et les coentreprises » dans l'état de la situation financière consolidée. La quote-part du résultat net de ces entités est présentée sur la ligne « Part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises » dans le compte de résultat consolidé.

IFRS 11 n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers du groupe RCI Banque.

Première application de la norme d'IAS 19 révisée « Avantages du personnel » :

Les principales modifications engendrées par la révision de la norme IAS 19 sont les suivantes :

- la totalité des écarts actuariels est immédiatement constatée dans les autres éléments du résultat global ; le groupe ayant opté depuis 2007 pour ce mode de comptabilisation, cette modification n'a pas d'impact sur ses comptes consolidés au 31 décembre 2013 ;
- le coût des services passés résultant de modification ou de réduction de régime est comptabilisé immédiatement et intégralement au compte de résultat ; avant la révision de la norme, le coût des services passés était comptabilisé en résultat linéairement sur la durée moyenne d'acquisition des droits ;
- le rendement attendu des actifs du régime est désormais évalué en utilisant le même taux que le taux d'actualisation des engagements.

Les comptes consolidés de RCI Banque sont, par ailleurs, intégrés globalement dans ceux du Groupe Renault.

A) Principes de consolidation

Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le groupe (filiale et succursales). Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Les actifs titrisés de Diac SA, RCI FS Ltd, des succursales italienne et allemande, ainsi que les prêts consentis à Renault Retail Groupe, pour lesquels le groupe RCI Banque a conservé la majorité des risques et avantages, sont maintenus à l'actif du bilan.

Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont mis en équivalence.

Lorsqu'il est coparticipant dans une activité conjointe, le groupe comptabilise directement ses actifs et passifs (y compris sa quote-part des actifs détenus conjointement et des passifs assumés conjointement), ainsi que les produits qu'il a tirés de la vente de sa quote-part de la production générée par l'activité conjointe, sa quote-part des produits tirés de la vente de la production générée par l'activité conjointe et les charges qu'il a engagées, y compris sa quote-part des charges engagées conjointement, le cas échéant.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés sont éliminés.

Les sociétés consolidées par RCI Banque sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules Renault, Nissan, Dacia et Samsung ainsi que les sociétés de service associées.

Coût d'acquisition des titres et écarts d'acquisition

Le goodwill est évalué, à la date d'acquisition, comme étant l'excédent entre :

- Le total de la contrepartie transférée évaluée à la juste valeur ainsi que le montant éventuel d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise

Et

- Le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs.

Les frais connexes à l'acquisition comme les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables, de valorisation et autres honoraires professionnels ou de conseil, sont enregistrés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont encourus et les services reçus.

Les coûts d'émission de titres d'emprunt ou de capitaux propres sont eux comptabilisés selon IAS 32 et IAS 39.

Si le regroupement d'entreprises génère un écart d'acquisition négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

Un test de dépréciation est effectué, au minimum une fois par an et dès que survient un indice de perte de valeur, en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est fondée sur une approche de marché, elle est déterminée par l'utilisation de multiples pour chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie, constituées d'entités juridiques ou de regroupement d'entités juridiques dans un même pays. Un taux d'actualisation unique est utilisé pour l'ensemble des UGT testées, composé du taux sans risque à 10 ans augmenté de la prime de risque moyenne du secteur dans lequel ces dernières évoluent.

L'horizon des données prévisionnelles relatives au résultat est de 1 an.

Les écarts d'acquisition sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Le cas échéant, cette dépréciation est inscrite au compte de résultat.

Les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle (achats/cessions) sont comptabilisées comme des transactions en capital. La différence entre la rémunération reçue ou versée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle cédées ou rachetées est reconnue directement en capitaux propres.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le groupe a consenti à des participations ne donnant pas le contrôle de certaines filiales consolidées par intégration

globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options est établi en estimant le prix de rachat éventuel que le groupe RCI Banque aurait à payer aux participations ne donnant pas le contrôle si ces dernières étaient exercées, en tenant compte notamment des résultats futurs du portefeuille de financement existant à la date de clôture et en référence aux dispositions définies dans les contrats de coopération.

Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS32, le groupe a enregistré un passif au titre des options de vente vendues aux participations ne donnant pas le contrôle des entités contrôlées de manière exclusive, pour un montant total de 204 millions d'euros au 31 décembre 2013, contre 207 millions d'euros au 31 décembre 2012. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente.

La contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle sous-jacent aux options et pour le solde en diminution des capitaux propres - part des actionnaires de la société mère. L'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir initialement le même traitement comptable que celui appliqué aux augmentations de pourcentage d'intérêts dans les sociétés contrôlées.

A l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, les écritures antérieurement comptabilisées sont extournées ; si le rachat est effectué, le montant constaté en passif est annulé en contrepartie du décaissement de trésorerie lié au rachat de la participation ne donnant pas le contrôle.

B) Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis selon le format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation RECO n° 2013-04 du 7 novembre 2013 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

C) Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, RCI Banque doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. RCI Banque revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

D) Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Principe d'évaluation (hors dépréciation) et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Les contrats de « Location Financement » identifiés selon les règles décrites au point E sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les "Autres produits d'exploitation bancaire" et "Autres charges d'exploitation bancaire".

Identification du risque de crédit

Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe RCI Banque :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, provisionnement),
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie,
- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné.
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Compte tenu de l'incidence de pratiques de gestion locales différenciées, la déchéance du terme ou la résiliation n'ont pas lieu au même âge dans les différents pays où s'exerce l'activité du groupe RCI Banque. Toutefois, on constate une certaine convergence des pratiques par grandes zones géographiques :

- Europe du Nord : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 3 à 4 mois qui suivent le premier impayé,
- Europe du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé,
- Amérique du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation intervient généralement dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient lorsque les arriérés ont été apurés.

Dépréciation pour risque de crédit

Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non - recouvrement des créances. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

Activité Clientèle

L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Clientèle » sont dépréciées par groupes de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de l'âge au douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Etant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit « d'incurred loss », le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

Dans le cas où l'approche statistique sur base individuelle n'est pas pertinente, les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire, la dépréciation est alors déterminée en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédure engagées.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêt ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

Activité Réseau

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 3 types de créances : incidentée, douteuse et saine, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

Les créances non douteuses (incidentées ou saines) font l'objet d'une dépréciation sur base collective soit selon une base statistique (historique des trois dernières années) soit selon l'expertise interne validée par le Comité des Experts Risques Réseau Groupe présidé des membres du Comité Exécutif. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash,...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels du groupe RCI Banque.

Quant aux encours non douteux et non incidentés qui sont ainsi classés sains, ils sont dépréciés de façon collective selon les risques de crédit et systémiques de chaque pays apprécié. Les montants dépréciés sont déterminés en fonction des taux techniques et sectoriels du sain et sont spécifiques à chaque pays. Les dépréciations des actifs sains du financement réseau constituées ou libérées au titre des risques systémiques sont regroupées au compte de résultat consolidé dans le poste coût du risque réseau des filiales concernées.

Risque Pays (clientèle)

Les dépréciations pour risques pays sont constituées en fonction du risque de crédit auquel sont exposés les débiteurs d'un pays dont la situation économique se dégrade de façon continue et persistante.

Les pays dont la notation pays selon Standard et Poor's est inférieure à BBB+ et qui sont situés hors de la zone Euro font l'objet de ces dépréciations d'actifs. Au regard du portefeuille actuel du groupe RCI Banque sont concernés: le Brésil, l'Argentine, la Roumanie, la Hongrie et le Maroc.

Le calcul consiste à appliquer aux actifs de financement non dépréciés sur base individuelle et par pays un taux de défaut prévisionnel et un taux de perte en cas de défaut et ce, sur les encours de l'activité Clientèle seulement. En effet, les actifs de financement Réseau ont déjà été intégrés dans les dépréciations de l'activité réseau sur une base de calcul similaire.

Le taux de défaut prévisionnel (PD) utilisé est fonction de la durée résiduelle du portefeuille, de la notation du pays et de la zone géographique (Pays émergents, Europe, Amérique du Nord). Ce taux de défaut indique la probabilité de défaillance des entreprises du pays concerné. Le groupe RCI Banque utilise les taux publiés par S&P sur les pays émergents et estimés sur une base historique comprise entre 1996 et 2012. Par ailleurs, le taux de perte en cas de défaut (LGD) se réfère à celui du Brésil et il est calculé sur une moyenne de 12 mois par expertise interne en fonction de la

tendance observée sur les pays concernés.

Au bilan, les dépréciations au titre du risque pays sont classées en déduction des prêts et créances de la clientèle. Ces dépréciations constituées ou libérées au titre des risques systémiques sont regroupées au compte de résultat consolidé dans le poste coût du risque de RCI Banque SA.

Règles de passage en pertes

Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

Dépréciation des valeurs résiduelles

Le groupe RCI Banque assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- a) la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- b) la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

E) Les contrats de « location opérationnelle » (IAS 17)

En application de la norme IAS 17, le groupe RCI Banque opère une distinction entre les contrats de « location financement » et les contrats de « location opérationnelle ».

Le principal critère conduisant le groupe RCI Banque à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe RCI Banque sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transféré à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe RCI Banque tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le Groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle.

La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe RCI Banque des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée à 8 ans pour les batteries de Twizy et à 10 ans pour les batteries des autres véhicules électriques, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Le traitement des opérations de revente de véhicules à l'issue de contrats de location opérationnelle est identique à celui exposé au point : prêts et créances sur la clientèle et contrats de « location financement ».

F) Opérations entre le groupe RCI Banque et l'alliance Renault - Nissan

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe RCI Banque contribue à conquérir et fidéliser les clients des marques de l'alliance Renault-Nissan en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

- **L'aide à la vente**

Au 31 décembre 2013, le groupe RCI Banque a assuré 11 455 millions d'euros de nouveaux financements (cartes incluses) contre 10 871 millions d'euros en 2012.

- **Relations avec le réseau de concessionnaires**

Le groupe RCI Banque agit en partenaire financier afin de garantir et maintenir la bonne santé financière des réseaux de distribution de l'alliance Renault-Nissan.

Au 31 décembre 2013, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 7 576 millions d'euros contre 7 140 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2013, 473 millions d'euros sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du Groupe Renault contre 552 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2013, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 320 millions d'euros contre 360 millions d'euros au 31 décembre 2012.

- **Relations avec les constructeurs**

Le groupe RCI Banque règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe RCI Banque est réglé par le Groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 31 décembre 2013, cette participation s'élève à 397 millions d'euros contre 389 millions d'euros au décembre 2012.

G) Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres (IAS 39)

Le portefeuille de titres de RCI Banque est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IAS 39.

Titres détenus à des fins de transaction

Ce sont les titres destinés à être cédés à une très brève échéance ou détenus afin de réaliser des plus-values.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (coupons courus inclus), les variations de valeur étant comptabilisées au compte de résultat.

Titres disponibles à la vente

Catégorie par « défaut », elle regroupe les titres qui ne sont ni destinés à être détenus jusqu'à l'échéance, ni détenus à des fins de transaction.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (intérêts courus inclus), les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. Les intérêts courus sont

comptabilisés au compte de résultat. S'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres telle que défaut de paiement ou la probabilité croissante de faillite de l'emprunteur, la perte cumulée qui a été comptabilisée directement en capitaux propres doit être sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

H) Immobilisations (IAS16 / IAS36)

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| - Constructions | 15 à 30 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | 4 à 8 ans |

I) Impôts sur les résultats (IAS12)

Les retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés consolidées afin de les mettre en harmonie avec les normes IAS, ainsi que les reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable. Une différence temporaire est également constatée dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Selon la méthode du report variable retenue par le groupe RCI Banque, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

J) Engagements de retraite et assimilés (IAS19)

Présentation des régimes

Le groupe RCI Banque a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

Régimes à prestations définies :

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent :

- les indemnités de fin de carrière (France),
- les compléments de retraites : les principaux pays ayant recours à ce type de régime sont le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Suisse.
- les régimes légaux d'épargne : c'est le cas de l'Italie.

Les régimes à prestations définies sont parfois couverts par des fonds. Ces derniers font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif.

Les filiales du groupe RCI Banque qui ont recours à des fonds de pension externes sont RCI Financial Services Ltd, RCI Financial Services BV et RCI Finance SA.

Régimes à cotisations définies :

Le groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance. Il n'existe aucun passif à ce titre.

Méthode d'évaluation des passifs relatifs aux régimes à prestations définies

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuée de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

K) Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans les cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

Pour déterminer si un pays est en hyperinflation, le groupe se réfère à la liste publiée par l'*International Task Force* de l'AICPA (*American Institute of Certified Public Accountants*). Aucun pays dans lequel RCI Banque exerce une activité significative ne figure sur cette liste.

Les comptes des sociétés étrangères du groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, leurs comptes étant ensuite convertis dans la monnaie de présentation du groupe de la manière suivante :

- les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, qui sont maintenus au taux historique, sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période ;
- l'écart de conversion est inclus dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat.

Les goodwill et les écarts d'évaluation dégagés lors d'un regroupement avec une société étrangère sont traités comme des actifs et des passifs de l'entité acquise.

Lors de la cession d'une société étrangère, les différences de conversion sur ses actifs et passifs, constatées précédemment en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

L) Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat.

M) Les passifs financiers (IAS 39)

Le groupe RCI Banque enregistre un passif financier constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit.

Les éventuels frais d'émission et primes qui y sont rattachés sont étalés actuariellement selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'émission.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement.

Les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur sont comptabilisés selon les principes exposés dans les règles et méthodes comptables au point : Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39).

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

N) Emissions structurées et dérivés incorporés (IAS 39)

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé sous-jacent de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe RCI Banque correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, la couverture d'un dérivé par un autre dérivé étant interdite par l'IAS 39, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

O) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39)

Risques

La gestion des risques financiers par le groupe RCI Banque (risque de taux, risque de change, risque de contrepartie et liquidité) est exposée au chapitre 'La gestion des risques globaux de taux d'intérêt, de change, de contrepartie et de liquidité' annexé au présent document.

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change et de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par RCI Banque peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs.

Évaluation

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

- La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est déterminée par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture. Elle intègre par ailleurs la valorisation des effets « de base » des swaps de taux et change.
- Celle des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

Ajustement de crédit

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debt Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD - Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement article 267-3).

La perte en cas de défaut (LGD - Loss Given Default) est estimée par défaut à 60%.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie. Dans certains pays, lorsque l'information n'est pas disponible, la probabilité de défaut est approchée avec celle du pays de la contrepartie.

Couverture de juste valeur

RCI Banque a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe / payeur variable ;
- Couverture du risque de change d'un actif ou passif en devises par un cross currency swap.

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif détenu à des fins de transaction et l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

RCI Banque a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable / payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe (sur le plan économique, il s'agit de la macro-couverture) ;

- Couverture de flux futurs ou probables en devises.

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

Opérations de transaction

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles au sens d'IAS 39 à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe RCI Banque n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

Il s'agit essentiellement :

- des opérations de change dont la durée initiale est inférieure à 1 an,
- des dérivés incorporés identifiés dans le cadre des émissions structurées du groupe et des swaps qui leurs sont associés,
- des swaps contractés dans le cadre des opérations de titrisation,
- des swaps de taux variables/variables sur une même devise couvrant le risque de taux d'émissions à taux variable.

P) Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Les informations sectorielles sont présentées dans les états financiers annuels, selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

RCI Banque a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia et Renault Samsung Motors. Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en terme de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

Conformément à la norme IFRS 8, la répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8.

Les contributions par marché sont ainsi analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Le comité exécutif ayant décidé depuis le 1^{er} janvier 2009 de suivre les précédentes activités Grand Public et Entreprises de manière consolidée (marché « Clientèle »), la répartition des secteurs opérationnels demandée par IFRS 8 a suivi la même segmentation.

L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan.

L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.

Les résultats de chacun de ces deux segments de marché sont présentés séparément.

Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

Les activités de financements des ventes Renault, Nissan, Dacia et Multimarques sont regroupées.

Q) Assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par les contrats d'assurance émis par les sociétés d'assurance consolidées sont établis conformément à la norme IFRS 4.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe et sont présentés dans les postes de même nature du bilan et du compte de résultat consolidé.

Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance :

- Provisions pour primes non acquises (assurance non vie) : Les provisions techniques pour primes non acquises correspondent à la part des primes qui se rapportent à la période comprise entre la date d'inventaire et la prochaine échéance du contrat. Elles sont calculées prorata temporis.
- Provisions mathématiques (assurance vie) : Elles sont destinées à couvrir les obligations futures (ou flux d'indemnisation) correspondant aux engagements donnés, ainsi que les coûts de gestion de ces contrats.
- Provisions pour sinistres à payer : Les provisions pour sinistres à payer représentent l'estimation, nette des recours à encaisser, du coût de l'ensemble des sinistres déclarés non réglés à la clôture de l'exercice.
- Provisions IBNR (Incurred But Not Reported) : Il s'agit des provisions relatives aux sinistres non encore déclarés, estimées sur une base statistique.

Les garanties proposées couvrent le risque décès, l'invalidité, l'incapacité et la perte d'emploi dans le cadre d'une assurance emprunteur. Ces types de risques sont contrôlés par l'utilisation de tables de mortalité appropriées, par un contrôle statistique de la sinistralité sur les populations assurées et par un programme de réassurance.

Test de suffisance des passifs : Un test d'adéquation des passifs visant à s'assurer que les passifs d'assurance sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance est réalisé à chaque arrêté comptable. Les flux de trésorerie futurs résultant des contrats prennent en compte les garanties et options qui y sont attachées. En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat.

Compte de résultat :

Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le groupe sont présentés au compte de résultat sous les rubriques « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

3. STRUCTURE DU GROUPE

Evolution du périmètre de consolidation en 2013

- Depuis février 2013, la succursale RCI Banque Spolka Akcyjna Oddzial w Polsce a repris l'activité de la filiale RCI Bank Polska S.A. dissoute le 31 janvier 2013 et fusionnée avec RCI Banque S.A.
- A compter du 01/01/2013, Renault Credit Car en Belgique et RCI Financial Services s.r.o en République Tchèque, jusque-là en intégration proportionnelle sont intégrées par mise en équivalence, le groupe Renault ayant décidé d'anticiper l'application des nouvelles normes IFRS 10, 11 et 12.
- Absorption de Cogera S.A. par Diac S.A. le 17 mai 2013 avec effet rétroactif au 01/01/2013.
- Août 2013 : entrée dans le périmètre d'ORFIN Finansman Anonim Sirketi par mise en équivalence (joint-venture détenue à 50% avec Oyak), société octroyant des crédits à la clientèle.
- Septembre 2013 : entrée dans le périmètre du courtier en assurance du Maroc RDFM par intégration globale.
- Octobre 2013 : entrée dans le périmètre de la société commerciale OOO RN Finance RUS par intégration globale.
- A compter d'octobre 2013 : suite à la prise de contrôle par RCI Banque S.A. de la société RCI Financial Services s.r.o en octobre 2013, cette entité est consolidée par intégration globale.
- Octobre 2013 : sortie du périmètre de consolidation de NR Finance Mexico SA de CV, suite au rachat par Nissan des 15% de titres détenus par RCI Banque SA.
- Liquidation de Renault Acceptance Ltd. en Novembre 2013.
- Nouvelles émissions de fonds communs de titrisation :

- FCT Cars Alliance DFP France a émis le 22 juillet 2013 des titres AAA auto-souscrits par RCI Banque SA pour 750 M€.
- Cars Alliance Auto Loans Germany V2013-1 a émis le 18/12/2013 des titres AAA adossées à des créances automobiles allemandes pour une valeur de 800 M€.

Evolution du périmètre de consolidation en 2012

- Depuis le 1er juin 2012, la filiale brésilienne Companhia de Crédito Financiamento e Investimento RCI Brasil S.A. est devenue la mère d'une autre filiale brésilienne consolidée, la Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil S.A. (détention à 100%), suite à l'apport de titres précédemment détenus par RCI Banque S.A. et Santander, titres remis en contrepartie d'une augmentation de capital de Companhia de Crédito Financiamento e Investimento RCI Brasil S.A. sans modification de la répartition de la détention entre les 2 actionnaires RCI Banque S.A. et Santander. Ce changement de structure juridique est neutre en consolidation.
- En France, RCI Banque a procédé à la restructuration de son programme de titrisation français, initialement mis en place en 2002 sous forme d'un Master Trust unique, qui s'articule désormais autour de 3 FCT distincts :
 - Cars Alliance Auto Loans France FCT Master, a émis le 25/5/2012 des titres mobilisables à la BCE (Banque Centrale Européenne) auto-souscrits par RCI Banque SA pour 596 M€ ;
 - CARS Alliance Auto Loans France F 2012-1 a été utilisé pour l'émission publique à taux fixe de 750 M€ distribuée auprès des investisseurs en date de valeur 27/6/2012.
 - CARS Alliance Auto Loans France V 2012-1 a été utilisé pour l'émission publique à taux variable de 700 M€ distribuée auprès des investisseurs en date de valeur 26/11/2012
- En Italie, après l'amortissement final de l'opération de titrisation de RCI Italie lancée en 2007, un nouveau SPV Cars Alliance Warehouse Italy S.R.L a émis le 14/6/2012 des titres notés AAA auto-souscrits par RCI Banque SA pour 619 M€.
- ES Mobility SRL, société commerciale créée en 2011, pour l'activité de location de batteries du véhicule électrique en Italie est entrée dans le périmètre de consolidation le 30/11/2012.

Filiales étrangères n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France

Conformément à l'arrêté du 6 octobre 2009 portant application de l'article L. 511-45 du code monétaire et financier, RCI Banque déclare détenir en Colombie la société RCI Servicios Colombia S.A à hauteur de 95%. L'activité de cette dernière, consiste à percevoir des commissions sur les crédits apportés à un partenaire commercial. Les principaux indicateurs de gestion de cette filiale font l'objet d'un suivi mensuel. Au 31 décembre 2013, le résultat avant impôts est de 1,5 M€.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique qui reste complexe, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base d'investisseurs obligataire historique en euro, de nouvelles zones de placement ont été exploitées avec succès, permettant l'accès aux marchés obligataires dans des devises multiples (USD, CHF, GBP, BRL, KRW, etc), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, le lancement de l'activité de collecte de dépôts vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de

s'adapter aux exigences de liquidité futures résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées. Les lois d'écoulement des dépôts ont fait l'objet d'hypothèses conservatrices, un coefficient multiplicateur étant appliqué aux sorties de trésorerie stressées retenues par le Comité de Bâle. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne et d'une revue par le régulateur bancaire (ACPR) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes :

La liquidité statique : RCI Banque a pour objectif d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé sont financés par des dettes d'une maturité supérieure.

La liquidité dynamique « scénario noir » : cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de *stress test* maximum qui n'envisage aucun accès à des ressources nouvelles. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe notamment vis-à-vis des agences de notation qui demandent une visibilité sur la liquidité d'au moins 6 mois. Il permet d'établir deux indicateurs :

- nombre de jours d'activité commerciale possibles sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne et de communication externe),
- sécurités disponibles (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

La liquidité intrinsèque : correspond à la réserve de liquidité de RCI Banque sans les accords de crédit confirmés. Elle recouvre le cash disponible, les actifs hautement liquides sur le marché et les actifs éligibles et disponibles à la BCE après décote. L'indicateur du nombre de jour de liquidité intrinsèque mesure le nombre de jours pendant lesquels RCI Banque peut exercer son activité sans utilisation des accords de crédits confirmés.

Risque au titre de l'activité de crédit

Suite au renforcement des structures de recouvrement mis en œuvre entre fin 2008 et début 2009, les performances du recouvrement se sont nettement améliorées à compter du premier trimestre 2009. Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis d'améliorer la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement changeant, RCI Banque a pour cible de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit bancaire résulte principalement du placement des excédents de trésorerie temporaires, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés. Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité

de Contrepartie. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties. Les excédents de liquidité temporaires font également l'objet de placements réguliers auprès de la Banque de France.

5. REFINANCEMENT

Après avoir lancé en 2012 le livret d'épargne *ZESTO* à destination du grand public en France, le groupe a poursuivi sa stratégie d'accès à l'épargne des ménages et démarré, sous la marque *Renault Bank direkt*, une activité de collecte de dépôts en Allemagne, proposant désormais un compte sur livret ainsi que des comptes à terme. La croissance des dépôts collectés en France et en Allemagne au cours de l'exercice atteint 3,4 Md€ (dont 0,8 Md€ en dépôts à terme) et représente 52 % des besoins de financements de l'année (périmètre Europe). Cette diversification permet de réduire la dépendance de l'entreprise aux financements de marché, qui se sont élevés à 3,1 Md€, en net repli par rapport à l'exercice passé (5,0 Md€).

Sur le marché obligataire, tout en poursuivant sa stratégie de diversification des sources de financement, RCI Banque a levé l'équivalent de 2,1 Md€ en s'appuyant sur ses marchés traditionnels (deux emprunts et un abondement en euros, une émission en francs suisses) mais également sur des marchés moins exploités. Après sept ans d'absence du marché GBP, RCI Banque est revenue emprunter en livres sterling (300 MGBP) et a émis pour la seconde fois en dollars américains (600 MUSD). Par ailleurs, les filiales du groupe ont émis régulièrement sur leurs marchés domestiques en Argentine, en Corée du Sud et tout particulièrement au Brésil. Après une première émission en 2011, cette filiale a confirmé sa capacité à accéder à la liquidité locale, développé sa base d'investisseurs et émis 1,4 MdBRL.

Sur le segment des financements structurés, et afin de répondre à la demande de simplification des investisseurs, RCI Banque a réaménagé son programme de titrisation de crédits automobiles en Allemagne. Un nouveau Fonds Commun de Titrisation a été créé, qui a placé auprès d'investisseurs 800 M€ de titres à taux variable.

6. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

1.1 - Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2013
Encours productif moyen	17 721	6 498		24 219
Produit net bancaire	974	192	55	1 221
Résultat brut d'exploitation	674	156	8	838
Résultat d'exploitation	589	139	8	736
Résultat avant impôts	595	138	11	744

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2012
Encours productif moyen	18 099	6 086		24 185
Produit net bancaire	999	189	50	1 238
Résultat brut d'exploitation	702	153		855
Résultat d'exploitation	604	160		764
Résultat avant impôts	613	160		773

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes ou fiscales de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 5 et 6 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

1.2 Segmentation géographique

L'information sur la contribution aux résultats financiers et commerciaux des principales zones géographiques est présentée dans le tableau 'Activité du groupe' annexé au présent document.

Note 2 : Instruments dérivés

En millions d'euros	12/2013		12/2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	3	38	15	50
Instruments dérivés de taux		22		
Instruments dérivés de change	3	15	15	50
Autres instruments dérivés		1		
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	200	92	317	54
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	187	85	315	4
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	13	7	2	50
Total des instruments dérivés	203	130	332	104

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les opérations ayant donné lieu à une comptabilisation dans ce poste sont décrites dans les règles et méthodes comptables aux points : "Les passifs financiers (IAS 39)" et "Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39)".

Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couvertures de flux de trésorerie

En millions d'euros	Couvertures de flux de trésorerie	Echéancier de transfert en résultat de la réserve de couverture de flux de trésorerie		
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Solde au 31 décembre 2011	(2)	2	(4)	
Variation de juste valeur en capitaux propres	(31)			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	20			
Solde au 31 décembre 2012	(13)	(9)	(4)	
Variation de juste valeur en capitaux propres	4			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	13			
Solde au 31 décembre 2013	4		4	

Le tableau ci-dessus indique pour les couvertures de flux de trésorerie, les périodes au cours desquelles RCI Banque s'attend à ce que les flux de trésorerie interviennent et influent sur le résultat.

La variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie résulte d'une part de la variation de la juste valeur des instruments de couverture portée en capitaux propres, ainsi que du transfert en résultat de la période selon le même rythme que l'élément couvert.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2013
Couverture du risque de change				
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	1 465			1 465
Achats	1 453			1 453
<u>Opérations de change au comptant</u>				
Prêts	53			53
Emprunts	53			53
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts	332	1 060		1 392
Emprunts	335	1 124		1 459
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	2 941	6 356		9 297
Emprunteurs	2 941	6 356		9 297

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2012
Couverture du risque de change				
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	1 737			1 737
Achats	1 742			1 742
<u>Opérations de change au comptant</u>				
Prêts	72			72
Emprunts	72			72
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts	313	982		1 295
Emprunts	340	950		1 290
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	3 936	6 649		10 585
Emprunteurs	3 936	6 649		10 585

Note 3 : Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Actifs financiers disponibles à la vente	77	60
Effets publics et valeurs assimilées	37	36
Titres à revenus variables	8	5
Obligations et autres titres à revenus fixes	32	19
Autres actifs financiers	57	22
Participations dans les sociétés non consolidées	57	22
Total des actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	134	82

Note 4 : Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Créances à vue sur les établissements de crédit	677	627
Comptes ordinaires débiteurs	659	600
Prêts au jour le jour	17	27
Créances rattachées	1	
Créances à terme sur les établissements de crédit	483	114
Comptes et prêts à terme	473	103
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	8	9
Créances douteuses	1	1
Créances rattachées	1	1
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	1 160	741

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse, Banques Centrales et CCP ».

Note 5 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Prêts et créances sur la clientèle	26 328	26 095
Opérations avec la clientèle	20 104	19 506
Opérations de location financière	6 224	6 589
Opérations de location opérationnelle	195	124
Total opérations avec la clientèle et assimilées	26 523	26 219

5.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Créances sur la clientèle	20 802	20 275
Affacturage	487	529
Autres créances commerciales	87	91
Autres crédits à la clientèle	19 132	18 672
Comptes ordinaires débiteurs	302	210
Créances douteuses et compromises	794	773
Créances rattachées sur clientèle	57	61
Autres crédits à la clientèle	40	40
Comptes ordinaires débiteurs		1
Créances douteuses et compromises	17	20
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	(136)	(157)
Etalement des frais de dossiers et divers	(96)	(122)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(372)	(346)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	332	311
Dépréciation des créances sur la clientèle	(619)	(673)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(165)	(161)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(432)	(489)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(22)	(23)
Total net des créances sur la clientèle	20 104	19 506

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

5.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Créances sur opérations de location financière	6 378	6 756
Crédit-bail et location longue durée	6 244	6 613
Créances douteuses et compromises	134	143
Créances rattachées sur opérations de location financière	8	17
Crédit-bail et location longue durée	5	13
Créances douteuses et compromises	3	4
Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(49)	(60)
Étalement des frais de dossiers et divers	(18)	(23)
Étalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(117)	(138)
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	86	101
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(113)	(124)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(10)	(15)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(98)	(103)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(5)	(6)
Total net des créances sur opérations de location financière	6 224	6 589

Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2013
Location financière - Investissement net	3 100	3 233	4	6 337
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	225	164		389
Location financière - Investissement brut	3 325	3 397	4	6 726
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	1 433	1 461	2	2 896
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>841</i>	<i>609</i>	<i>2</i>	<i>1 452</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	2 485	2 789	2	5 276

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2012
Location financière - Investissement net	3 297	3 412	5	6 714
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	295	194		489
Location financière - Investissement brut	3 592	3 606	5	7 203
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	1 437	1 592	4	3 033
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>824</i>	<i>668</i>	<i>2</i>	<i>1 494</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	2 767	2 938	3	5 708

5.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Immobilisations données en location	195	124
Valeur brute des immobilisations données en location	220	143
Amortissements sur immobilisations données en location	(25)	(19)
Créances sur opérations de location opérationnelle	3	4
Créances rattachées	1	2
Créances saines	1	1
Créances douteuses et compromises	1	1
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(3)	(4)
Dépréciation des contrats douteux et compromis	(1)	(1)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(2)	(3)
Total net des opérations de location opérationnelle	195	124

Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Inférieur à 1 an	21	11
De 1 an à 5 ans	26	23
Supérieur à 5 ans	1	
Total	48	34

5.4 - Exposition maximale au risque de crédit et indication sur la qualité des créances jugées saines par le groupe RCI Banque

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 30 868 millions d'euros au 31 décembre 2013. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors bilan consolidé de RCI Banque (cf. note 22 Engagements reçus).

Montant des créances échues

En millions d'euros	12/2013	dont non dépréciées (1)	12/2012	dont non dépréciées (1)
Total des créances échues	518	15	595	17
Depuis 0 à 3 mois	82	15	84	17
Depuis 3 à 6 mois	61		57	
Depuis 6 mois à 1 an	36		27	
Depuis plus de 1 an	339		427	

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non dépréciées, soit totalement, soit partiellement sur une base individuelle.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseaux). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 655 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 538 millions d'euros au 31 décembre 2012.

5.5 - Valeurs résiduelles en risque porté par RCI Banque

Le montant total des risques sur valeurs résiduelles porté en propre par RCI Banque s'élève à 569 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 463 millions d'euros à fin décembre 2012. Il est provisionné à hauteur de 2 millions d'euros au 31 décembre 2013 (concerne pour l'essentiel le Royaume-Uni).

Note 6 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2013
Valeur brute	19 036	7 787	435	27 258
Créances saines	18 496	7 379	434	26 309
Créances douteuses	155	368		523
Créances compromises	385	40	1	426
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>2,84%</i>	<i>5,24%</i>	<i>0,23%</i>	<i>3,48%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(484)	(157)	(1)	(642)
Dépréciation créances saines	(58)	(53)		(111)
Dépréciation créances douteuses	(95)	(64)		(159)
Dépréciation créances compromises	(331)	(40)	(1)	(372)
Dépréciation collective sectorielle	(39)	(54)		(93)
Dépréciation des créances	(8)	(54)		(62)
Risque pays	(31)			(31)
Total des valeurs nettes (*)	18 513	7 576	434	26 523

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

163 473 249 885

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2012
Valeur brute	19 307	7 353	360	27 020
Créances saines	18 698	7 024	357	26 079
Créances douteuses	159	285	1	445
Créances compromises	450	44	2	496
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>3,15%</i>	<i>4,47%</i>	<i>0,83%</i>	<i>3,48%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(546)	(163)	(1)	(710)
Dépréciation créances saines	(64)	(53)		(117)
Dépréciation créances douteuses	(89)	(66)		(155)
Dépréciation créances compromises	(393)	(44)	(1)	(438)
Dépréciation collective sectorielle	(41)	(50)		(91)
Dépréciation des créances	(13)	(50)		(63)
Risque pays	(28)			(28)
Total des valeurs nettes (*)	18 720	7 140	359	26 219

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

103 552 171 826

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault.

La provision pour risque pays concerne essentiellement l'Argentine et dans une moindre mesure le Brésil, le Maroc, la Roumanie et la Hongrie.

Note 7 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Créances d'impôts et taxes fiscales	214	228
Créances d'impôts courants	46	24
Créances d'impôts différés	86	110
Créances fiscales hors impôts courants	82	94
Comptes de régularisation et actifs divers	617	389
Autres débiteurs divers	230	177
Comptes de régularisation actif	33	37
Valeurs reçues à l'encaissement	261	95
Part des réassureurs dans les provisions techniques	93	80
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	831	617

(*) Dont entreprises liées

174 120

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 31.

La variation de la part des réassureurs dans les provisions techniques s'analyse ainsi :

Variation de la part des réassureurs dans les provisions techniques

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Part des réassureurs dans les provisions techniques au début de la période	80	60
Augmentation des provisions techniques à la charge des réassureurs	19	24
Sinistres mis à la charge des réassureurs	(6)	(4)
Part des réassureurs dans les provisions techniques à la fin de la période	93	80

Note 8 : Participations dans les entreprises associées et coentreprises

En millions d'euros	12/2013		12/2012	
	Valeur bilan des SME	Résultat	Valeur bilan des SME	Résultat
NR Finance Mexico SA de CV		3	48	9
RCI Financial Services, s.r.o.		3		
Orfin Finansman Anonim Sirketi	15	1		
Total des participations dans les entreprises associées et coentreprises	15	7	48	9

Note 9 : Immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Valeur nette des immobilisations incorporelles	3	3
Valeur brute	32	31
Amortissements et provisions	(29)	(28)
Valeur nette des immobilisations corporelles	25	25
Valeur brute	112	115
Amortissements et provisions	(87)	(90)
Total net des immobilisations corporelles et incorporelles	28	28

Note 10 : Ecarts d'acquisition

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Allemagne	12	12
Royaume-Uni	37	39
Italie	9	9
Argentine	5	6
Corée du Sud	18	18
République tchèque	6	
Total des écarts d'acquisition ventilés par pays	87	84

L'ensemble de ces écarts d'acquisition a fait l'objet de tests de dépréciation, ces tests n'ont pas fait apparaître de risque de dépréciation au 31 décembre 2013.

Pour rappel, le goodwill de la Hongrie est entièrement déprécié depuis 2008. En 2013, un goodwill de 6.4 M€ a été enregistré au titre de la signature d'un nouvel accord de partenariat avec Unicredit ayant permis la prise de contrôle de la société RCI Financial Services s.r.o, en République Tchèque, par RCI Banque S.A.

Note 11 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par**11.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation**

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	18 597	18 323
Dettes envers les établissements de crédit	3 062	3 761
Dettes envers la clientèle	5 136	1 619
Dettes représentées par un titre	10 399	12 943
Dettes évaluées au coût amorti - Couverture juste valeur	5 928	5 760
Dettes envers les établissements de crédit	165	169
Dettes représentées par un titre	5 763	5 591
Total des dettes financières	24 525	24 083

11.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Dettes à vue envers les établissements de crédit	229	161
Comptes ordinaires créditeurs	130	92
Autres sommes dues	99	69
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 998	3 769
Comptes et emprunts à terme	2 847	3 632
Dettes rattachées	151	137
Total des dettes envers les établissements de crédit	3 227	3 930

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

La valeur comptable des créances apportées en garantie à la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF) par RCI Banque s'élève à 380 M€ au 31 décembre 2013 en contrepartie d'un refinancement de 210 M€.

Le solde du financement accordé par la Banque Centrale Européenne (BCE) en contrepartie des créances mobilisées est nul à fin décembre 2013 contre 400 M€ à fin décembre 2012, et est présenté dans le poste ci-dessus « Emprunts à terme », selon les préconisations de la FBF (auparavant en « Valeurs données en pension »).

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 31 décembre 2013 à 3 394 M€, soit 565 M€ en créances privées, 350 M€ de prêt court terme Banque de France et 2 479 M€ en titres des véhicules de titrisations.

11.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Comptes créditeurs de la clientèle	5 114	1 608
Comptes ordinaires créditeurs	58	61
Comptes créditeurs à terme	723	654
Comptes d'épargne - Livret Ordinaire	3 549	893
Dépôts à terme de la clientèle	784	
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	22	11
Autres sommes dues à la clientèle	20	10
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme	2	1
Total des dettes envers la clientèle (*)	5 136	1 619

(*) Dont entreprises liées (1)

717

673

- (1) Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque SA par le constructeur Renault pour un montant de 550 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Groupe, en remplacement des deux conventions existantes.

RCI Banque a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France et en février 2013 en Allemagne, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme.

11.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Titres de créances négociables (1)	802	2 994
Certificat de dépôts	589	2 434
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	184	432
BMTN et assimilés		97
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	29	31
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 605	3 902
Autres dettes représentées par un titre	3 602	3 899
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	3	3
Emprunts obligataires et assimilés	11 755	11 638
Emprunts obligataires	11 490	11 512
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	265	126
Total des dettes représentées par un titre (*)	16 162	18 534
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	203	236

- (1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Companhia de Crédito, Financiamento e Investimento RCI do Brasil S.A et DIAC S.A.
- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A), italienne (RCI Banque Succursale Italiana), allemande (RCI Banque Niederlassung) et anglaise (RCI Financial Services Ltd).

11.5 - Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés

En millions d'euros	12/2013			12/2012		
	Variable	Fixe	Total	Variable	Fixe	Total
Dettes sur les établissements de crédit	1 089	2 138	3 227	1 319	2 611	3 930
Dettes envers la clientèle	4 134	1 002	5 136	1 477	142	1 619
Titres de créances négociables	407	395	802	1 013	1 981	2 994
Autres dettes représentées par un titre	3 393	212	3 605	3 314	588	3 902
Emprunts obligataires	1 340	10 415	11 755	816	10 822	11 638
Total de l'endettement par taux	10 363	14 162	24 525	7 939	16 144	24 083

11.6 - Ventilation des dettes par échéance

La ventilation des dettes par échéance est exposée en note 17.

Note 12 : Titrisation

En millions d'euros	TITRISATION - Opérations publiques						
	France				Italie	Allemagne	
Pays							
Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	RCI Banque Succursale Italiana	RCI Bank Niederlassung	RCI Bank Niederlassung
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle
Véhicule d'émission	CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	CARS Alliance Auto Loans France F 2012-1	CARS Alliance Auto Loans France V 2012-1	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Warehouse Italy SRL	CARS Alliance Auto Loans Germany FCT	CARS Alliance Auto Loans Germany V2013-1
Date de début	mai 2012	juin 2012	novembre 2012	juillet 2013	juin 2012	décembre 2011	décembre 2013
Maturité légale des fonds	août 2030	septembre 2021	février 2024	juillet 2023	décembre 2029	mai 2024	décembre 2024
Montant des créances cédées à l'origine	715 M€	867 M€	826 M€	1 020 M€	777 M€	1 793 M€	977 M€
Rehaussement de crédit à la date initiale	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 15,0%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 13%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 13,5%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 20,35%	Cash reserve pour 2% Sur-collatéralisation en créances de 14,5%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 12,7%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 12%
Créances cédées au 31/12/13	615 M€	281 M€	756 M€	1 04 M€	709 M€	607 M€	911 M€
Titres émis au 31/12/13 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque)	Class A notation : AAA 516 M€	Class A notation : AAA 190 M€	Class A notation : AAA 656 M€	Class A notation : AAA 750 M€	Class A notation : AAA 619 M€	Class R notation : AAA 547 M€	Class A notation : AAA 800 M€
						Class S Non noté 18 M€	Class B notation : A 57 M€
	Class B Non noté 92 M€	Class B Non noté 102 M€	Class B Non noté 109 M€		Class J Non noté 137 M€	Class T Non noté 62 M€	Class C Non noté 52 M€
Période	Revolving	Amortissement	Amortissement	Revolving	Revolving	Revolving	Revolving
Nature de l'opération	Auto-souscrite	Marché	Marché	Auto-souscrite	Auto-souscrite	Auto-souscrite	Marché

En 2013, le groupe RCI Banque a procédé à plusieurs opérations de titrisation publiques en France (crédits aux concessionnaires) et en Allemagne (crédits à la clientèle finale), par l'intermédiaire de véhicules ad hoc. Certaines opérations ont été souscrites par RCI Banque SA et permettent ainsi d'obtenir des titres mobilisables auprès de la BCE.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l'exigence de rétention de 5% du capital économique mentionné à l'article 122a de la directive européenne 2006/48/EC.

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, certaines opérations ont été assurées par conduit. Ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus. Ont été titrisées des créances à la clientèle au Royaume-Uni et en Italie ainsi que des créances leasing et des créances concessionnaires en Allemagne. Le montant total des financements obtenus à travers les titrisations par conduit est de 2 007M€ à fin Décembre 2013.

Ces opérations n'ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s'élève 7 680M€ au 31 décembre 2013 (8 814M€ au 31/12/2012), soit:

- pour les titrisations placées sur le marché : 1 948M€
- pour les titrisations auto-souscrites : 2 972M€
- pour les titrisations privées : 2 760M€

La juste valeur de ces créances est de 7 792M€ au 31 décembre 2013.

Un passif de 3 602 M€ a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 3 643 M€ au 31 décembre 2013.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu'à la quote-part des titres conservés par le groupe RCI Banque, constituant une réserve de liquidité.

Note 13 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Dettes d'impôts et taxes fiscales	451	481
Dettes d'impôts courants	76	110
Dettes d'impôts différés	329	322
Dettes fiscales hors impôts courants	46	49
Comptes de régularisation et passifs divers	917	887
Dettes sociales	58	56
Autres créditeurs divers	676	655
Comptes de régularisation passif	176	162
Comptes d'encaissement	7	14
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 368	1 368

(*) Dont entreprises liées

64

46

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 31.

Note 14 : Provisions

En millions d'euros	12/2012	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2013
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	181	132	(18)	(83)	2	214
Provisions pour risques de litiges	4	1			(1)	4
Autres provisions	177	131	(18)	(83)	3	210
Provisions sur opérations non bancaires	91	28	(17)	(9)	(9)	84
Provisions pour engagements de retraite et ass.	35	5	(3)		(3)	34
Provisions pour restructurations	5	3	(2)		(1)	5
Provisions pour risques fiscaux et litiges	46	19	(11)	(7)	(6)	41
Autres provisions	5	1	(1)	(2)	1	4
Total des provisions	272	160	(35)	(92)	(7)	298

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructurations à fin décembre 2013 concernent principalement l'Espagne, dans une moindre mesure le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Les autres provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des sociétés d'assurances vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats.

La variation des provisions techniques relatives aux contrats émis par les captives d'assurance s'analysent ainsi :

Variation de la provision technique d'assurance

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en début de période	151	105
Dotation aux provisions techniques des contrats d'assurance	46	56
Prestations payées	(14)	(10)
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en fin de période	183	151

Risque d'assurance

Le risque principal encouru par le groupe du fait des contrats d'assurance et de réassurance souscrits consiste en ce que le montant réel des sinistres et des indemnités et/ou la cadence de paiement de ceux-ci peuvent différer des estimations. La fréquence des sinistres, leur gravité, l'évaluation des indemnités versées, la nature des sinistres dont certains sont à développement long, ont une influence sur le risque principal encouru par le groupe. Le groupe veille à ce que ses provisions disponibles soient suffisantes pour couvrir ses engagements.

L'exposition au risque est limitée par la diversification du portefeuille de contrats d'assurance et de réassurance ainsi que celle des zones géographiques de souscription. La volatilité des risques est également réduite par une sélection stricte des contrats, le respect des guides de souscription et au le recours à des accords de réassurance.

Afin de limiter ses risques, le groupe a recours à la réassurance. Les contrats cédés en réassurance sont conclus sur une base proportionnelle. Les traités de réassurance en quote-part sont conclus afin de réduire les expositions globales du groupe pour toutes les activités et dans tous les pays. Les montants recouvrables auprès des réassureurs sont évalués conformément à la provision pour sinistres et conformément aux traités de réassurance. La réassurance ne décharge cependant pas la cédante de ses engagements face aux assurés. Dans la mesure où le réassureur ne serait pas en mesure de respecter ses obligations, le groupe est exposé à un risque de crédit sur les contrats cédés. Les traités de réassurance sont conclus avec une contrepartie de notation A. Le groupe surveille de manière active la notation du réassureur. Le groupe a évalué les risques couverts par les contrats de réassurance et est d'avis qu'aucune rétrocession n'est nécessaire.

Hypothèse clés

La principale hypothèse sous-jacente aux estimations de passif est que l'évolution des sinistres futurs suivra un modèle identique à l'évolution des sinistres passés du groupe.

Le groupe a donc considéré un taux de perte ultime afin d'estimer le coût total des sinistres et de ses provisions (IBNR). Compte tenu des traités de réassurance conclus, une dégradation ou une amélioration de ce taux de perte n'aura pas un impact significatif sur les résultats de l'année.

Provisions pour engagements de retraite et assimilés

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Montant de la provision sociétés françaises	28	28
Montant de la provision sociétés étrangères	6	7
Total de la provision pour engagements de retraite	34	35

Filiales sans fond de pension

Principales hypothèses actuarielles retenues	France	
	12/2013	12/2012
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	2,16%	2,70%
Taux d'actualisation financière	3,19%	3,31%
Taux de départ	4,25%	2,62%

Filiales avec fond de pension

Principales hypothèses actuarielles retenues	UK		Suisse		Pays Bas	
	12/2013	12/2012	12/2013	12/2012	12/2013	12/2012
Duration moyenne	27 ans	27 ans	11 ans	11 ans	12 ans	12 ans
Taux d'indexation des salaires	3,35%	2,95%	1,00%	1,50%	1,25%	1,25%
Taux d'actualisation	4,75%	4,70%	2,00%	1,75%	3,20%	2,80%
Taux de rendement REEL des actifs de couverture	6,80%	5,60%	1,40%	2,00%	3,20%	3,20%

Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

En millions d'euros	Valeur actuarielle de l'obligation (A)	Juste valeur des actifs du régime (B)	Plafonnement de l'actif (C)	Passif (actif) net au titre de prestations définies (A) - (B) - (C)
Solde à l'ouverture de la période	66	30		36
Coût des services rendus de la période	3			3
Intérêt net sur le passif (actif) net	2	1		1
Charge (produit) au compte de résultat	5	1		4
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses démographiques	1			1
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses financières	(1)			(1)
Rendement des actifs du régime (hors partie en intérêts nets)		1		(1)
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des effets d'expérience	(1)			(1)
Réévaluation du passif (actif) net en Autres éléments du résultat global	(1)	1		(2)
Contributions versées au régime		1		(1)
Prestations payées au titre du régime	(2)			(2)
Effet des variations de cours de change	(1)			(1)
Solde à la clôture de l'exercice	67	33		34

Nature des fonds investis

En millions d'euros	12/2013		12/2012	
	Côtés sur un marché actif	Non cotés sur un marché actif	Côtés sur un marché actif	Non cotés sur un marché actif
Actions	8		8	
Obligations	21		18	
Autres	4		4	
Total	33		30	

Note 15 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2012	Dotations	Reprises		Autres (*)	12/2013
			Utilis ées	Non utilis ées		
Dépréciations sur opérations bancaires	841	326	(209)	(175)	(48)	735
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	712	293	(207)	(151)	(5)	642
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	91	33	(2)	(24)	(5)	93
Opérations sur titres	38				(38)	
Provisions sur opérations non bancaires	9	3	(1)	(1)	(2)	8
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	9	3	(1)	(1)	(2)	8
Total couverture des risques de contreparties	850	329	(210)	(176)	(50)	743

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 6.

Note 16 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Dettes évaluées au coût amorti	251	250
Emprunts subordonnés	250	250
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	1	
Dettes évaluées à la juste valeur	10	9
Titres participatifs	10	9
Total des dettes subordonnées	261	259

L'émission publique de dettes subordonnées de 250 millions d'euros mise en place en 2005 a les caractéristiques suivantes :

- d'une durée de 10 ans (remboursement in fine le 07/04/2015),
- en devise Euro,
- au taux d'intérêt Euribor 3 mois + 0,90.

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par Diac SA comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du sous-groupe Diac de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

Note 17 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2013
Actifs financiers	8 205	8 823	10 637	160	27 825
Instruments dérivés	8	19	176		203
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	12	15	49	58	134
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 152	7	1		1 160
Prêts et créances sur la clientèle	7 033	8 782	10 411	102	26 328
Passifs financiers	6 561	4 811	12 984	560	24 916
Instruments dérivés	21	10	99		130
Dettes envers les établissements de crédit	1 132	1 131	964		3 227
Dettes envers la clientèle	3 777	165	644	550	5 136
Dettes représentées par un titre	1 630	3 505	11 027		16 162
Dettes subordonnées	1		250	10	261

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2012
Actifs financiers	7 804	8 877	10 433	136	27 250
Instruments dérivés	12	6	314		332
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	10	7	43	22	82
Prêts et créances sur les établissements de crédit	730	2	9		741
Prêts et créances sur la clientèle	7 052	8 862	10 067	114	26 095
Passifs financiers	6 230	4 371	13 286	559	24 446
Instruments dérivés	26	46	32		104
Dettes envers les établissements de crédit	1 175	791	1 964		3 930
Dettes envers la clientèle	1 069			550	1 619
Dettes représentées par un titre	3 960	3 534	11 040		18 534
Dettes subordonnées			250	9	259

Note 18 : Ventilation des flux futurs contractuels par échéance

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2013
Passifs financiers	6 592	5 070	13 915	603	26 180
Instrumentés dérivés	23	5	42	37	107
Dettes envers les établissements de crédit	1 101	1 009	964		3 074
Dettes envers la clientèle	3 774	165	644	550	5 133
Dettes représentées par un titre	1 439	3 386	11 021		15 846
Dettes subordonnées			250	9	259
Intérêts futurs à payer	255	505	994	7	1 761
Engagements de financements et garanties donnés - clientèle	1 576				1 576
Total flux futurs contractuels par échéance	8 168	5 070	13 915	603	27 756

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2012
Passifs financiers	6 102	4 825	14 123	567	25 617
Instrumentés dérivés	55	48	27		130
Dettes envers les établissements de crédit	1 153	673	1 964		3 790
Dettes envers la clientèle	1 068			550	1 618
Dettes représentées par un titre	3 576	3 433	11 028		18 037
Dettes subordonnées			250	9	259
Intérêts futurs à payer	250	671	854	8	1 783
Engagements de financements et garanties donnés - clientèle	1 519				1 519
Total flux futurs contractuels par échéance	7 621	4 825	14 123	567	27 136

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en compte des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les dérivés passifs, les flux contractuels correspondent aux montants à décaisser.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre.

Note 19 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur

En millions d'euros 12/2013	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	27 825	77	1 363	26 481	27 921	96
Instruments dérivés	203		203		203	
Actifs financiers disponibles à la vente et autres	134	77		57	134	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 160		1 160		1 160	
Prêts et créances sur la clientèle	26 328			26 424	26 424	96
Passifs financiers	24 916	10	25 269		25 279	(363)
Instruments dérivés	130		130		130	
Dettes envers les établissements de crédit	3 227		3 268		3 268	(41)
Dettes envers la clientèle	5 136		5 136		5 136	
Dettes représentées par un titre	16 162		16 484		16 484	(322)
Dettes subordonnées	261	10	251		261	

(*) VNC : Valeur nette comptable - JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers disponibles à la vente classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées et notamment à la souscription de titres en mai 2013 pour 51 millions d'euros lors de l'augmentation de capital de la société non consolidée RN SF BV, holding de la future banque destinée à porter l'activité de financement des ventes de l'Alliance en Russie. Ces sociétés seront consolidées en 2014.

En millions d'euros 12/2012	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	27 250	60	1 073	26 299	27 432	182
Instruments dérivés	332		332		332	
Actifs financiers disponibles à la vente et autres	82	60		22	82	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	741		741		741	
Prêts et créances sur la clientèle	26 095			26 277	26 277	182
Passifs financiers	24 446	9	24 703		24 712	(266)
Instruments dérivés	104		104		104	
Dettes envers les établissements de crédit	3 930		3 984		3 984	(54)
Dettes envers la clientèle	1 619		1 619		1 619	
Dettes représentées par un titre	18 534		18 750		18 750	(216)
Dettes subordonnées	259	9	246		255	4

(*) VNC : Valeur nette comptable - JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à trois niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si RCI Banque ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par RCI Banque au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à RCI Banque au 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 20 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe RCI Banque négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe RCI Banque ne dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'évènement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 31/12/2013

ACTIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	203		203	81			122
Créances de financements RRG (1)	423		423		423		
Total	626		626	81	423		122

PASSIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers à l'actif	Garantie à l'actif	Garantie hors bilan	
Dérivés	130		130	81			49
Autres contrats							
Total	130		130	81			49

(1) Les expositions du groupe Renault Retail Groupe sont couvertes à hauteur de 550 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 11.3)

En millions d'euros - 31/12/2012

ACTIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	332		332	50			249
Créances de financements RRG (1)	481		481		481		
Total	813		813	50	481		249

PASSIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers à l'actif	Garantie à l'actif	Garantie hors bilan	
Dérivés	104		104	50			54
Autres contrats							
Total	104		104	50			54

Note 21 : Engagements donnés

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Engagements de financement	1 486	1 451
Engagements en faveur de la clientèle	1 486	1 451
Engagements de garantie	157	123
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	67	55
Engagements d'ordre de la clientèle	90	68
Total des engagements donnés (*)	1 643	1 574

(*) Dont entreprises liées

12

1

Note 22 : Engagements reçus

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Engagements de financement	4 669	4 742
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 668	4 741
Engagements reçus de la clientèle	1	1
Engagements de garantie	8 192	7 629
Engagements reçus d'établissements de crédit	212	197
Engagements reçus de la clientèle	4 788	4 146
Engagements de reprise reçus	3 192	3 286
Total des engagements reçus (*)	12 861	12 371

(*) Dont entreprises liées

2 103

2 125

RCI Banque dispose au 31 décembre 2013 de 4 661 millions d'euros de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions court et moyen termes et de 2 899 millions d'euros de titres de créances éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décôtes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe RCI Banque mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance crédit, garanties personnelles et autres.

Note 23 : Exposition au risque de change

En millions d'euros 12/2013	Bilan		Hors Bilan		Position Nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurell
Position en USD	1 419			(1 419)			
Position en GBP		(875)	995		120		120
Position en CHF		(7)	10		3		3
Position en CZK	12		6		18		18
Position en ARS	15				15		15
Position en BRL	120				120		120
Position en PLN		(81)	94		13		13
Position en HUF	6				6		6
Position en KRW	148				148		148
Position en MAD	26				26		26
Position en DKK		(44)	44				
Position en TRY	16				16		16
Position en SEK		(23)	23				
Position en NOK	60			(60)			
Position en AUD	120			(120)			
Position en SGD	28			(28)			
Expositions totales	1 970	(1 030)	1 172	(1 627)	485		485

En millions d'euros 12/2012	Bilan		Hors Bilan		Position Nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurell
Position en USD	1 095			(1 095)			
Position en GBP		(819)	942		123		123
Position en CHF	164			(161)	3		3
Position en CZK	1		19		20		20
Position en ARS	21				21		21
Position en BRL	145				145		145
Position en PLN		(59)	115		56		56
Position en HUF	6				6		6
Position en RON		(2)			(2)	(2)	
Position en KRW	152				152		152
Position en MAD	11				11		11
Position en DKK		(28)	28				
Position en TRY	20				20		20
Position en SEK		(3)	4		1		1
Position en NOK	68			(68)			
Position en AUD	146			(146)			
Position en RUB	4			(4)			
Expositions totales	1 833	(911)	1 108	(1 474)	556	(2)	558

La position de change structurelle correspond à la valeur des titres de participations en devises détenus par RCI Banque SA.

La position de change monétaire consolidée s'est maintenue tout l'exercice en dessous de la limite imposée par le Groupe Renault de 11M€. Par conséquent, la sensibilité du résultat à une variation des taux de change n'est pas significative.

Note 24 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Intérêts et produits assimilés	2 228	2 289
Opérations avec les établissements de crédit	20	19
Opérations avec la clientèle	1 563	1 581
Opérations de location financière	535	577
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	109	111
Intérêts courus et échus des instruments financiers disponibles à la vente	1	1
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(303)	(282)
Opérations avec la clientèle	(231)	(214)
Opérations de location financière	(72)	(68)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	1 925	2 007
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	538	585

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 25 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Opérations avec les établissements de crédit	(281)	(297)
Opérations avec la clientèle	(70)	(27)
Opérations de location financière	(1)	
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(37)	(88)
Charges sur dettes représentées par un titre	(587)	(584)
Autres intérêts et charges assimilés	(25)	(21)
Total des intérêts et charges assimilés (*)	(1 001)	(1 017)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	(35)	(29)

Note 26 : Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Gains (Pertes) nets sur instruments financiers		(3)
Gains et pertes nets sur opérations de change	(20)	20
Gains et pertes nets sur les instruments dérivés classés en opé. de transaction	18	(18)
Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur	(1)	
Couvertures de juste valeur : variation instruments de couverture	(202)	82
Couvertures de juste valeur : variation éléments couverts	205	(87)
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur		(3)

Les gains (ou pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat intègrent l'ajustement au titre du risque de crédit de - 0.6 M€ au 31 décembre 2013 se décomposant en un produit de + 1.8 M€ au titre de la DVA et une charge de - 2.4 M€ au titre de la CVA.

Note 27 : Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Autres actifs financiers	3	11
Dividendes reçus des titres de participation non consolidés	3	13
Variation des provisions pour dépréciation		(2)
Ecart de première consolidation	13	
Ecart de première consolidation	13	
Total gains (pertes) nets actifs financiers disponibles à la vente et autres	16	11

L'écart de première consolidation est de 13 M€ au 31 décembre 2013, dont 12 M€ suite à l'entrée de OOORN Finance RUS (Russie) dans le périmètre de consolidation.

Note 28 : Produits (charges) nets des autres activités

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Autres produits d'exploitation bancaire	700	670
Prestations accessoires aux contrats de financement	296	307
Produits des activités de services	288	254
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	54	59
<i>dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	5	6
Opérations de location opérationnelle	33	22
Autres produits d'exploitation bancaire	29	28
<i>dont reprise de provisions pour risques bancaires</i>	4	5
Autres charges d'exploitation bancaire	(450)	(453)
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	(141)	(143)
Coûts des activités de services	(144)	(139)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(46)	(48)
<i>dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	(2)	(4)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(74)	(77)
Opérations de location opérationnelle	(21)	(16)
Autres charges d'exploitation bancaire	(24)	(30)
<i>dont dotation aux provisions pour risques bancaires</i>	(3)	(10)
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire	22	4
Autres produits d'exploitation non bancaire	34	16
Autres charges d'exploitation non bancaire	(12)	(12)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	272	221
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(8)</i>	<i>(5)</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Produits nets de l'activité d'assurance

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Primes brutes émises	158	144
Variation des provisions techniques	(31)	(47)
Sinistres payés	(14)	(10)
Autres charges des prestations des contrats	(1)	
Sinistres mis à la charge des réassureurs	6	4
Charges et produits nets de cessions en réassurance	(9)	(5)
Total des produits nets de l'activité d'assurance	109	86

Note 29 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Frais de personnel	(218)	(218)
Rémunération du personnel	(145)	(147)
Charges de retraites et assimilées	(15)	(14)
Autres charges sociales	(48)	(45)
Autres charges de personnel	(10)	(12)
Autres frais administratifs	(158)	(159)
Impôts et taxes hors IS	(26)	(28)
Loyers	(14)	(14)
Autres frais administratifs	(118)	(117)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(376)	(377)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(4)</i>	<i>(2)</i>

Effectif moyen en nombre	12/2013	12/2012
Financements et services en France	1 321	1 334
Financements et services à l'étranger	1 523	1 542
	2 844	2 876

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel.

Conformément aux normes du Groupe Renault, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est classée en « Impôts et taxes hors IS ».

Note 30 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Coût du risque sur financement clientèle	(81)	(86)
Dotations pour dépréciation	(193)	(267)
Reprises de dépréciation	245	317
Pertes sur créances irrécouvrables	(150)	(155)
Récupérations sur créances amorties	17	19
Coût du risque sur financement des Réseaux	(17)	(2)
Dotations pour dépréciation	(118)	(94)
Reprises de dépréciation	119	103
Pertes sur créances irrécouvrables	(20)	(12)
Récupérations sur créances amorties	2	1
Coût du risque sur autres activités	(4)	(3)
Variation de la provision pour risques pays	(3)	(1)
Variation des dépréciations des autres créances	(1)	(2)
Total du coût du risque	(102)	(91)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 31 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	12/2013	12/2012
Impôts exigibles	(218)	(262)
Impôts courants sur les bénéfices	(218)	(262)
Impôts différés	(20)	15
Impôts différés	(20)	15
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(238)	(247)

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

En millions d'euros	12/2013	12/2012
ID sur dépréciations	66	135
ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement	15	11
ID sur déficits reportables	85	34
ID sur autres actifs et passifs	(21)	(4)
ID sur opérations de location	(382)	(381)
ID sur immobilisations		(1)
Provisions sur impôts différés actif	(6)	(6)
Total des impôts différés nets au bilan	(243)	(212)

Rapprochement entre la charge réelle d'impôts comptabilisée et la charge théorique

En %	12/2013	12/2012
Taux d'impôt sur les bénéfices en vigueur en France	38,00%	36,10%
Différentiel de taux d'imposition des entités françaises	1,69%	0,72%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	-9,38%	-4,51%
Variation des provisions sur impôts différés actifs et pertes sur déficits fiscaux	0,01%	-0,03%
Effet des entreprises associées et des coentreprises	-0,73%	-0,44%
Autres impacts	2,45%	0,14%
Taux effectif d'impôt	32,04%	31,98%

Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

En millions d'euros	Var. 2013 des capitaux propres			Var. 2012 des capitaux propres		
	Avant IS	IS	Net	Avant IS	IS	Net
Opérations de couverture de flux de trésorerie	34	(13)	21	(17)	6	(11)
Variation de JV des actifs disponibles à la vente				1		1
Ecart actuariels sur engagements de retraite	3	(1)	2	(2)	1	(1)
Différences de conversion	(82)		(82)	(5)		(5)
Autres gains et pertes latents				(1)		(1)

7. FILLIALES ET SUCCURSALES DU GROUPE

A) Liste des sociétés consolidées et des succursales à l'étranger

	Pays	Participation directe de RCI	Participation indirecte de RCI		Pourcentage d'intérêt	
			%	Détenu par	2013	2012
SOCIETE-MERE : RCI Banque S.A.						
Succursales de RCI Banque :						
RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland	Allemagne					
RCI Banque Sucursal Argentina	Argentine					
RCI Banque SA Niederlassung Osterreich	Autriche					
RCI Banque S.A. Sucursal en Espana	Espagne					
RCI Banque Sucursal Portugal	Portugal					
RCI Banque S.A. Bancna Podruznicna Ljubljana	Slovénie					
RCI Banque Succursale Italiana	Italie					
RCI Banque Branch Ireland	Irlande					
Renault Finance Nordic, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike	Suède					
RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce *	Pologne					
SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT :						
RCI Versicherungs Service GmbH	Allemagne	100			100	100
Rombo Compania Financiera S.A.	Argentine	60			60	60
Courtage S.A.	Argentine	95			95	95
RCI Financial Services SA	Belgique	100			100	100
AUTOFIN	Belgique	100			100	100
Administradora De Consorcio RCI Brasil Ltda.	Brésil	99,92	-		99,92	99,92
Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil	Brésil	-	100	Companhia de Credito, Financiamento e Investimento RCI Brasil	60,11	60,11
Companhia de Credito, Financiamento e Investimento RCI Brasil	Brésil	60,11			60,11	60,11
Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.	Brésil	100			100	100
RCI Financial Service Korea Co, Ltd	Corée du sud	100			100	100
Overlease S.A.	Espagne	100			100	100
Diac S.A.	France	100			100	100
Diac Location S.A.	France	-	100	Diac S.A.	100	100
SOGESMA	France	-	100	Diac S.A.	100	100
RCI ZRT	Hongrie	100			100	100
ES Mobility SRL**	Italie	100			100	100
RCI Services Ltd	Malte	100			100	100
RCI Insurance Ltd	Malte		100	RCI Services Ltd	100	100
RCI Life Ltd	Malte		100	RCI Services Ltd	100	100
RCI Finance Maroc	Maroc	100			100	100
RDFM*	Maroc		100	RCI Finance Maroc	100	100
RCI Financial Services B.V.	Pays-Bas	100			100	100
RCI Leasing Polska	Pologne	100			100	100
RCI GEST - Instituição Financeira de Crédito, SA	Portugal	100			100	100
RCI GEST SEGUROS – Mediadores de Seguros, Lda	Portugal	-	100	RCI GEST - Instituição Financeira de Crédito, SA	100	100
RCI Finance CZ s.r.o.	R. Tchèque	100			100	100
RCI Financial Services s.r.o.	R. Tchèque	50			50	50
RCI Finantare Romania	Roumanie	100			100	100
RCI Broker De Asigurare S.R.L.	Roumanie		100	RCI Finantare Romania	100	100
RCI Leasing Romania IFN S.A.	Roumanie	100			100	100
RCI Financial Services Ltd	Royaume-Uni	100			100	100
OOO RN FINANCE RUS*	Russie	100			100	
RCI Finance S.A.	Suisse	100			100	100
SPV						
FCT Cars Alliance Auto Loans Germany	Allemagne		(cf note 12)	RCI Banque Niederlassung		
FCT Cars Alliance Auto Loans Germany V2013-1	Allemagne		(cf note 12)	RCI Banque Niederlassung		
FCT Cars Alliance Auto Leases Germany	Allemagne			RCI Banque Niederlassung		
SPV DFP Rhombus SA	Allemagne			RCI Banque Niederlassung		
FCT Cars Alliance DFP France	France		(cf note 12)	Diac S.A.		
CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	France		(cf note 12)	Diac S.A.		
CARS Alliance Auto Loans France F 2012-1	France		(cf note 12)	Diac S.A.		
CARS Alliance Auto Loans France V 2012-1	France		(cf note 12)	Diac S.A.		
Cars Alliance Warehouse Italy SRL	Italie		(cf note 12)	RCI Banque Succursale Italiana		
Cars Alliance Funding Italy SRL	Italie			RCI Banque Succursale Italiana		
SPV Cars Alliance Auto Loans UK	Royaume-Uni			RCI Financial Services Ltd		
SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE :						
Orfin Finansman Anonim Sirketi*	Turquie	50			50	
Renault Crédit Car	Belgique		50,10	AUTOFIN	50,10	50,10

* Entités entrées dans le périmètre en 2013 ** Entités entrées dans le périmètre en 2012

B) Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Le tableau ci-dessous récapitule les informations relatives aux sociétés du groupe RCI Banque ayant des intérêts minoritaires significatifs, avant élimination intra-groupe :

En millions d'euros - 31/12/2013	Rombo Compania Financiera	Cia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil	CFI RCI Brasil
Pays d'implantation	Argentine	Brésil	Brésil
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle (1)	40,00%	39,89%	39,89%
Pourcentage de droits de vote des participations ne donnant pas le contrôle	40,00%	39,89%	39,89%
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	8	11	17
Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires)			11
Prêts et créances aux établissements de crédit	4	3	170
Encours nets de crédit et de location financière	325	394	2 307
Autres Actifs	2	13	217
Total Actif	331	410	2 693
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	266	139	2 322
Autres Passifs	14	54	53
Situation nette	51	217	318
Total Passif	331	410	2 693
Produit Net Bancaire	41	54	103
Résultat net	20	28	41
Autres éléments du résultat global	1		6
Résultat global	21	28	47
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	1	(2)	(102)
Flux de trésorerie liés aux financements			27
Flux de trésorerie liés aux investissements			
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1	(2)	(75)

(1) Les pourcentages de droits de vote sont identiques.

(2) Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour ces deux entités brésiliennes, CAM RCI Brasil et CFI RCI Brasil, est classé en "Autres dettes" pour un montant de 179 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 184 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(3) Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour ROMBO Compania Financiera est classé en "Autres dettes" pour un montant de 25 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 23 millions d'euros au 31 décembre 2012.

En millions d'euros - 31/12/2012	Rombo Compania Financiera	Cia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil	CFI RCI Brasil
Pays d'implantation	Argentine	Brésil	Brésil
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle (1)	40,00%	39,89%	39,89%
Pourcentage de droits de vote des participations ne donnant pas le contrôle	40,00%	39,89%	39,89%
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	7	13	15
Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires)		6	2
Prêts et créances aux établissements de crédit	3	3	290
Encours nets de crédit et de location financière	304	536	2 043
Autres Actifs	3	10	245
Total Actif	310	549	2 579
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	250	268	2 177
Autres Passifs	14	48	40
Situation nette	47	232	362
Total Passif	310	549	2 579
Produit Net Bancaire	34	64	90
Résultat net	16	33	37
Autres éléments du résultat global			(2)
Résultat global	16	33	36
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	(1)	(15)	(2)
Flux de trésorerie liés aux financements		15	(204)
Flux de trésorerie liés aux investissements			211
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1)	0	5

C) Restrictions importantes

Le groupe n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel les filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent exiger des filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidités, de limiter leur exposition à d'autres parties du groupe et de se conformer à d'autres ratios.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

ANNEXE 1 : ACTIVITE DU GROUPE

En millions d'euros	Année	Encours nets à fin décembre (1)	Dont réseaux à fin
Europe	2 013	21 395	6 475
	2 012	21 144	6 105
dont Allemagne	2 013	3 710	992
	2 012	3 800	995
dont Espagne	2 013	1 673	458
	2 012	1 658	497
dont France	2 013	9 023	2 757
	2 012	9 029	2 554
dont Italie	2 013	2 340	639
	2 012	2 240	603
dont Royaume-Uni	2 013	2 295	568
	2 012	1 882	415
dont Autres pays (2)	2 013	2 355	1 062
	2 012	2 536	1 041
Asie Pacifique - Corée du Sud	2 013	954	8
	2 012	1 213	12
Amérique	2 013	3 170	1 022
	2 012	3 055	963
dont Brésil	2 013	2 660	807
	2 012	2 571	783
dont Argentine	2 013	511	216
	2 012	484	180
Euromed - Afrique	2 013	375	71
	2 012	323	62
Total groupe RCI Banque	2 013	25 894	7 576
	2 012	25 736	7 140

(1) hors opérations de location opérationnelle

(2) Belgique, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Portugal, Pays Nordiques, Pologne, République Tchèque, Hongrie, Slovaquie, Irlande.

Les produits provenant des clients externes sont affectés aux différents pays en fonction du pays d'appartenance de chacune des entités. En effet, chaque entité n'enregistre que des produits provenant de clients résidents dans le même pays que l'entité.

ANNEXE 2 : LES RISQUES FINANCIERS

Les opérations sur instruments financiers réalisées par le holding RCI Banque sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe RCI Banque.

RCI Banque poursuit ses objectifs à travers deux stratégies principales :

- elle émet sous son nom les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale des filiales consolidées du groupe (émission de ressources interbancaires, titres de créances et obligataires, titrisations, négociation de lignes de crédit confirmées) et procède aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe ;

- elle gère et minimise l'exposition aux risques financiers liés à l'activité Clientèle des filiales de financement des ventes, par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Le périmètre de la politique financière s'étend à l'ensemble des filiales financières consolidées du groupe RCI Banque, y compris les filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Le refinancement des filiales situées dans un pays hors zone euro dont le risque de transfert et convertibilité est jugé matériel par RCI Banque est généralement réalisé localement afin de limiter tout risque « transfrontière ». Ces filiales sont également soumises aux mêmes exigences de suivi des risques financiers que les autres filiales du groupe : respect des limites de risque de taux, suivi du risque de liquidité, gestion prudente du risque de change, limitation du risque de contrepartie et suivi spécifique par le biais d'un comité financier dédié et d'un *reporting ad hoc*.

L'ORGANISATION DU CONTRÔLE DES RISQUES DE MARCHÉ

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe RCI Banque, selon des normes validées par l'actionnaire Renault. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe RCI Banque, par la Direction Financement et Trésorerie de RCI Banque. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé.

Une liste des produits autorisés, validée par le comité financier de RCI Banque, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisées au titre de la gestion des risques de marché.

LA GESTION DES RISQUES GLOBAUX DE TAUX D'INTÉRÊT, DE CHANGE, DE CONTREPARTIE ET DE LIQUIDITÉ

RISQUE DE TAUX

Dans le cas de RCI Banque, le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation des taux sur la marge brute financière future.

L'objectif du groupe RCI Banque est de limiter au maximum ce risque afin de protéger sa marge commerciale.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le comité financier, déclinaison individuelle d'une partie de la limite accordée par Renault au groupe RCI Banque.

Limite centrale de refinancement :	22 M€ (depuis le 15 octobre 2013, 20 M€ précédemment)
Limite des filiales de financement des ventes :	11 M€ (depuis le 15 octobre 2013, 10 M€ précédemment)
Non Alloués :	2 M€
Total limite de sensibilité en M€ accordé par Renault à RCI Banque :	35 M€ (depuis le 15 octobre 2013, 30 M€ précédemment)

La sensibilité ainsi définie consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité.

La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant t .

Le scénario privilégié par le groupe RCI Banque est un calcul de sensibilité à une hausse uniforme de 100 bp des taux d'intérêts sur l'ensemble des maturités. Le calcul est basé sur des GAP actif et passif moyens mensuels.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe RCI Banque. Le suivi est réalisé par le service des risques financiers rattaché au Département Contrôle Permanent.

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un *reporting* mensuel au comité financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

En 2013, la sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite fixée par le groupe (30 M€ jusqu'au 15 octobre 2013, 35 M€ depuis).

Au 31 Décembre 2013, une hausse des taux de 100 points aurait un impact de :

- -0.7 M€ en EUR,
- +0.6 M€ en CHF,
- +0.5 M€ en GBP,
- +0.4 M€ en KRW,
- +0.7 M€ en MAD.

La somme des valeurs absolues des sensibilités dans chaque devise s'élève à 3.87 M€.

L'analyse du risque structurel de taux fait ressortir les points suivants :

FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des *swaps* de taux d'intérêt de macro-couverture.

CENTRALE DE REFINANCEMENT

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines micro-couvertes par des *swaps* de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variables.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de *swaps* de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité du *holding* de refinancement sous la limite de 22 M€ (depuis le 15 octobre 2013, 20 M€ précédemment).

Ces *swaps* ainsi que les titres disponibles à la vente sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément aux normes IFRS.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixes par les *swaps* d'intérêts les micro-couvrant ;
- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable.

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché. La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

RISQUE DE LIQUIDITE

RCI Banque se doit de disposer à tout moment de ressources financières suffisantes pour assurer la pérennité de son activité et son développement.

À cette fin, RCI Banque s'impose des normes internes strictes.

Trois indicateurs sont suivis mensuellement en comité financier :

Le nombre de jours de liquidité

Un *stress-scenario* permet de calculer le nombre de jours pendant lesquels le groupe RCI Banque peut, sans aucun recours supplémentaire au marché, disposer d'un montant de liquidités suffisant à la couverture de son activité passée et prévisionnelle.

Ce chiffre est donné par le calcul d'impasses de liquidité tenant compte, d'une part des ressources émises, des lignes bancaires bilatérales confirmées non utilisées, du potentiel éligible aux opérations de politique monétaire du Système européen de banques centrales (SEBC) et de la position de trésorerie et, d'autre part, des actifs commerciaux et financiers existants et des prévisions d'activité.

La liquidité intrinsèque

La liquidité intrinsèque correspond à la réserve de liquidité de RCI Banque sans les accords de crédit confirmés. Elle recouvre le cash disponible, les actifs hautement liquides sur le marché et les actifs éligibles et disponibles à la BCE après décote. L'indicateur du nombre de jour de liquidité intrinsèque mesure le nombre de jours pendant lesquels RCI Banque peut exercer son activité sans utilisation des lignes bancaires bilatérales confirmées et sans accès aux marchés.

Les sécurités disponibles

Les sécurités disponibles sont les sources de liquidité d'urgence, utilisables par RCI Banque en cas de besoin. Elles se composent de lignes bancaires bilatérales confirmées, de collatéraux mobilisables et cessibles éligibles au refinancement Banque Centrale, d'actifs financiers à court terme et d'actifs liquides.

- Pour atteindre ses objectifs, RCI Banque dispose au 31 décembre 2013 de 4 104 M€ de lignes bancaires confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions court et moyen termes et de 2 549 M€ de titres de créances éligibles et mobilisables auprès de la Banque de France (montant après application des décotes et hors créances mobilisées à la date de clôture).

- Afin de diversifier ses utilisations bancaires et de limiter le total des ressources obtenues auprès d'une même contrepartie, la salle des marchés entretient des relations avec un nombre important de banques et d'intermédiaires, tant en France qu'à l'étranger.

LE RISQUE DE CHANGE

- Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de 3 M€ tout au long de l'année.
- Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, une limite de 2.5 M€ a été allouée à la Roumanie, 0.5 M€ à la Hongrie et 0.1 M€ à la Crée du Sud, filiales où les activités de financement des ventes et le refinancement associé sont multidevises. Une limite de 8 M€ a également été allouée à la Russie, qui place ses excédents de trésorerie en euro.

La limite globale du groupe RCI Banque accordée par l'actionnaire Renault est de 17 M€.

- Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

- Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction Financements et Trésorerie.

Au 31 décembre 2013, la position de change consolidée du groupe RCI Banque atteint 0.7M€.

LE RISQUE DE CONTREPARTIE

La gestion du risque de contrepartie est assurée par un dispositif de limites définies par RCI Banque, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe. Le respect de ces limites est suivi quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier RCI Banque et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

Les contreparties sur opérations de marché sont choisies parmi les intervenants bancaires des marchés français et internationaux. Les limites sont attribuées en fonction d'un système de notation interne en vigueur pour l'ensemble du Groupe Renault.

Les excédents de liquidité temporaires sont principalement placés exclusivement en dépôts bancaires à très court terme, et à la Banque Centrale. Les engagements sur les produits dérivés sont pondérés par des coefficients plus conservateurs que ceux recommandés par la réglementation. Le risque de règlement/livraison sur opérations de change fait l'objet d'un suivi et de limites spécifiques.

Les garanties bancaires reçues font l'objet d'un suivi spécifique.

Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 249 millions au 31 décembre 2013 d'euros contre 439 millions d'euros au 31 décembre 2012. Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 1 103 millions au 31 décembre 2013 d'euros contre 1 1192 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessous.

L'exposition relative au risque de contrepartie est suivie selon deux méthodes.

Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur une méthode forfaitaire interne. Il tient compte, en outre, du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée conjointement avec l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau des fonds propres, ratio de solvabilité financière, notations long terme et court terme par les agences de rating, appréciation qualitative de la contrepartie.

La méthode forfaitaire est également employée pour mesurer le risque global de contrepartie encouru sur l'ensemble des produits dérivés contractés par le groupe RCI Banque. Elle est fondée sur des coefficients de pondération.

Ces coefficients de pondération sont liés au type d'instruments et à la durée de l'opération.

Durée résiduelle	Coefficient Taux (en % du nominal)	Durée initiale	Coefficient Change (en % du nominal)
Entre 0 et 1 an	2%	Entre 0 et 1 an	6%
Entre 1 et 2 ans	5%	Entre 1 et 2 ans	18%
Entre 2 et 3 ans	8%	Entre 2 et 3 ans	22%
Entre 3 et 4 ans	11%	Entre 3 et 4 ans	26%
Entre 4 et 5 ans	14%	Entre 4 et 5 ans	30%
Entre 5 et 6 ans	17%	Entre 5 et 6 ans	34%
Entre 6 et 7 ans	20%	Entre 6 et 7 ans	38%
Entre 7 et 8 ans	23%	Entre 7 et 8 ans	42%
Entre 8 et 9 ans	26%	Entre 8 et 9 ans	46%
Entre 9 et 10 ans	29%	Entre 9 et 10 ans	50%

Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Un suivi global en méthode « mark to market positif + add-on » est également réalisé.

Il est fondé sur la méthode règlementaire dite des grands risques. Pour les dépôts et excédents de trésorerie en compte courant, l'exposition est comptabilisée sur la base du montant nominal. Pour les produits dérivés (taux et change), celle-ci est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement article 267-3) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de change et sur l'or (en % du nominal)
<= 1 an	0%	1%
1 an < durée <= 5 ans	0,50%	5%
> 5 ans	1,50%	7,50%



**RAPPORT GENERAL DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES STATUTAIRES**

31 décembre 2013

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

RCI Banque

Exercice clos le 31 décembre 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société RCI Banque, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Votre société constitue des provisions pour couvrir des risques de crédit inhérents à ses activités, comme mentionné dans la note I-B de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu les processus mis en place par la direction pour identifier ces risques, les évaluer et déterminer leur niveau de couverture par des provisions à l'actif et au passif du bilan.

Nous avons apprécié l'analyse des risques encourus sur une sélection de débiteurs individuels ainsi que, pour une sélection de portefeuilles évalués collectivement, les données et les paramètres sur lesquels votre société a fondé ses estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 20 février 2014

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Charlotte Vandeputte

Bernard Heller



ETATS FINANCIERS STATUTAIRES

31 décembre 2013

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT.....	83
ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX	85
1. REGLES ET METHODES COMPTABLES	85
A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes.....	85
B) Créances sur la clientèle.....	85
C) Opérations de crédit-bail et de location financière	88
D) Opérations de location simple	88
E) Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	88
F) Effets publics et valeurs assimilées, Obligations, actions et titres à revenu fixe ou variable	89
G) Immobilisations corporelles et incorporelles.....	90
H) Emprunts.....	90
I) Provisions	90
J) Conversion des éléments en devises.....	91
K) Instruments financiers de change et de taux	91
L) Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés	92
M) Secteurs Opérationnels	92
N) Implantation par zones géographiques.....	93
O) Consolidation.....	93
2. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	94
3. NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX	96
TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS.....	117

BILAN

ACTIF - en milliers d'euros	Notes	12/2013	12/2012
Caisse, Banques centrales et CCP		451 095	526 090
Créances sur les établissements de crédit	1	9 008 904	6 691 749
Opérations avec la clientèle	2	7 172 311	6 521 940
Obligations et autres titres à revenu fixe	3	3 174 356	3 816 417
Participations et autres titres détenus à long terme	4	228 808	201 064
Parts dans les entreprises liées	5	828 288	839 673
Crédit-bail et location avec option d'achat	6	561 699	563 702
Location simple	7	44 804	19 428
Immobilisations incorporelles	8	194	180
Immobilisations corporelles	9	3 495	3 141
Autres actifs	10	85 040	60 670
Comptes de régularisation	11	195 597	210 190
TOTAL ACTIF		21 754 591	19 454 244

PASSIF - en milliers d'euros	Notes	12/2013	12/2012
Dettes envers les établissements de crédit	12	3 359 191	2 520 992
Opérations avec la clientèle	13	5 309 712	1 783 103
Dettes représentées par un titre	14	10 625 857	12 926 130
Autres passifs	15	204 248	227 303
Comptes de régularisation	16	98 929	42 969
Provisions	17	51 317	68 552
Dettes subordonnées	18	250 671	250 659
Capitaux propres		1 854 666	1 634 536
Capital souscrit	19	100 000	100 000
Primes d'émission et de fusion	19	258 807	258 807
Réserves	19	19 614	19 614
Ecart de réévaluation	19	76	76
Report à nouveau	19	1 081 039	815 452
Résultat de l'exercice	19	395 130	440 587
TOTAL PASSIF		21 754 591	19 454 244

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

En milliers d'euros	Notes	12/2013	12/2012
<u>Engagements donnés</u>	20	5 777 523	4 583 749
Engagements de financement		1 408 411	1 130 729
Engagements de garantie		972 464	1 146 689
Engagements sur titres		2 200	
Autres engagements donnés		3 394 448	2 306 331
<u>Engagements reçus</u>	21	9 498 640	7 855 964
Engagements de financement		6 890 111	6 186 236
Engagements de garantie		2 608 529	1 669 728

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	Notes	12/2013	12/2012
Intérêts et produits assimilés	24	883 675	921 070
Intérêts et charges assimilées	25	(719 774)	(709 932)
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	26	429 373	412 851
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	26	(419 266)	(348 458)
Produits sur opérations de location simple	27	5 947	1 712
Charges sur opérations de location simple	27	(3 155)	(1 093)
Revenus des titres à revenu variable	28	363 598	406 034
Commissions (Produits)		34 545	32 877
Commissions (Charges)		(40 709)	(31 698)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	29	219	(90)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	29	165	11 410
Autres produits d'exploitation	30	97 120	88 038
Autres charges d'exploitation	31	(14 510)	(19 391)
PRODUIT NET BANCAIRE		617 228	763 330
Charges générales d'exploitation	32	(180 224)	(183 841)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(1 208)	(853)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		435 796	578 636
Coût du risque	33	(23 044)	(73 828)
RESULTAT D'EXPLOITATION		412 752	504 808
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	34	58 486	29 448
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		471 238	534 256
Impôts sur les bénéfices	35	(76 108)	(93 669)
RESULTAT NET		395 130	440 587

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement 91-01 du 16 janvier 1991 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit (modifié par les règlements 92-05, 93-06, 94-03, 94-05 du Comité de la réglementation bancaire et financière, 99-04, 2000-03, 2004-16, 2005-04 et 2008-02 du Comité de la réglementation comptable. Ils intègrent les comptes des succursales à l'étranger.

La société RCI Banque compte 10 succursales implantées à l'étranger :

- En Allemagne, la succursale finance les ventes des réseaux Renault et Nissan ;
- En Italie, la succursale est dédiée au financement clientèle et réseaux des marques Renault et Nissan ;
- En Argentine, l'activité de la succursale concerne le financement du réseau ;
- Au Portugal, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux ;
- En Slovénie, la succursale finance les stocks de Véhicules Neufs et de Pièces Détachées des concessionnaires Renault du pays ;
- En Espagne, la succursale assure le financement clientèle et réseau des marques Renault et Nissan ;
- En Suède, l'entité propose une offre de financements aux concessionnaires et aux clients finaux de Renault établis en Suède, au Danemark, en Finlande ou en Norvège ;
- En Autriche, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux ;
- En Irlande, la succursale réalise des financements aux réseaux ;
- En Pologne, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux.

A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes.

Il n'y a pas eu d'évolution significative en termes d'évaluation ou de présentation des comptes au cours de l'année.

Le 31 janvier 2013, la filiale Polonaise « RCI Bank Polska » est devenue succursale de la société RCI Banque.

B) Créances sur la clientèle

Principe d'évaluation et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Conformément aux articles 14 et 15 du CRC 2009-03, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments étalables sont présentés dans le produit net bancaire.

Identification du risque de crédit

Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe RCI Banque :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, provisionnement) ;
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie ;
- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné.
- Encours compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Compte tenu de l'incidence de pratiques de gestion locales différenciées, la déchéance du terme ou la résiliation n'ont pas lieu au même âge dans les différents pays où s'exerce l'activité du groupe RCI Banque. Toutefois, on constate une certaine convergence des pratiques par grandes zones géographiques :

- Europe du Nord : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 3 à 4 mois qui suivent le premier impayé ;
- Europe du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé ;
- Amérique du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation intervient généralement dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé.

Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et compromises sont comptabilisés et dépréciés intégralement jusqu'à leur encaissement.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient lorsque les arriérés ont été apurés.

Facteurs réducteurs de risque

Le groupe RCI Banque pratique de manière limitée et localisée le recours à la cession des créances douteuses.

Dépréciation pour risque de crédit

Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non - recouvrement des créances. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

Activité Clientèle

L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Clientèle » sont dépréciées par groupes de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de l'âge au douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Etant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

Dans le cas où l'approche statistique sur base individuelle n'est pas pertinente, les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire, la dépréciation est alors déterminée en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédure engagées.

Les intérêts échus et courus sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Les flux de dépréciation viennent en déduction du poste d'intérêts et produits auxquels ils se rattachent.

Activité Réseau

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 3 types de créances : incidentée, douteuse et saine, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

Les créances non douteuses (incidentées ou saines) font l'objet d'une dépréciation sur base collective soit selon une base statistique (historique des trois dernières années) soit selon l'expertise interne validée par le Comité des Experts Risques Réseau Groupe présidé des membres du Comité Exécutif. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash,...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels du groupe RCI Banque.

Quant aux encours non douteux et non incidentés qui sont ainsi classés sains, ils sont dépréciés de façon collective selon les risques de crédit et systémiques de chaque pays apprécié. Les montants dépréciés sont déterminés en fonction des taux techniques et sectoriels du sain et sont spécifiques à chaque pays. Les dépréciations des actifs sains du financement réseau constituées ou libérées au titre des risques systémiques sont regroupées au compte de résultat consolidé dans le poste coût du risque réseau des filiales concernées.

Règles de passage en pertes

Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

Dépréciation des valeurs résiduelles

Le groupe RCI Banque assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

C) Opérations de crédit-bail et de location financière

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminués des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Conformément au règlement CRC n°2009-03 du 3 décembre 2009, les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalées sur la durée de vie effective du contrat selon une méthode actuarielle ou linéaire.

Conformément aux articles 14 et 15 du CRC 2009-03, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné (opérations de crédit-bail et assimilées).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments étalables sont présentés dans le produit net bancaire.

D) Opérations de location simple

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location simple, figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminués des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Les locations de batteries de véhicules électriques sont classées en location simple. Les durées de vie des batteries ont été fixées à 8 ans pour la Twizy et à 10 ans pour les autres véhicules électriques.

E) Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

On considère comme "Parts dans les entreprises liées" les titres des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable. Les autres titres relevant de cette catégorie mais qui ne sont

pas susceptibles d'être inclus par intégration globale dans ce même ensemble sont classés en "Titres de participation".

Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Principe d'évaluation et de provisionnement

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 Décembre 1976 (réévaluation légale).

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur d'usage est inférieure à ce coût d'acquisition. Celle-ci est généralement déterminée en fonction de la quote-part d'actif net détenue, calculée selon les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Les dividendes correspondants sont comptabilisés dans l'année de leur mise en paiement.

F) Effets publics et valeurs assimilées, Obligations, actions et titres à revenu fixe ou variable

Ces postes regroupent, conformément à la réglementation bancaire française, les valeurs mobilières, les instruments du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables.

Les titres sont classés en trois catégories :

Titres de transaction

Ce sont des titres destinés à être cédés à brève échéance. L'évaluation de ce portefeuille se fait à la valeur de marché coupons courus inclus et les différences d'évaluation sont comptabilisées au compte de résultat.

Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois.

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition, hors intérêts courus pour les obligations. Pour les titres à revenu fixe, les différences positives ou négatives apparaissant entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement (décote ou prime) font l'objet d'un étalement sur la durée de vie restante des titres. Cet étalement est porté au compte de résultat.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur de marché d'une ligne de titres à la date de clôture est inférieure au coût d'acquisition ou à la valeur comptable corrigée de l'étalement des décotes et primes.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance.

Ces titres sont soit couverts par des instruments de taux d'intérêt pour les protéger de façon durable contre le risque de taux, soit adossés à des financements long terme permettant leur conservation effective jusqu'à l'échéance.

Les décotes ou primes sont étalées sur la durée de vie restante des titres.

Les provisions pour dépréciation ne sont constituées que lorsqu'il existe une forte probabilité de défaillance de l'émetteur des titres.

G) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

- Constructions	15 à 40 ans
- Autres immobilisations corporelles	4 à 8 ans
- Logiciels informatiques acquis	1 à 3 ans

H) Emprunts

Primes et frais d'émission de titres ou d'obligations

Les primes et frais d'émission sont amortis sur la durée de vie des emprunts et figurent dans les comptes de régularisation.

Opérations complexes

Les opérations structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont généralement adossées à des ressources sous forme de dépôts ou émissions de titres et comprennent des swaps comportant une ou plusieurs clauses optionnelles particulières.

Dans le cadre de ces montages, les risques de marché (taux, change) sont strictement neutralisés.

Les résultats de ces opérations sont inscrits au compte de résultat prorata temporis.

I) Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont enregistrés en capitaux propres.

La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation diminuée de la rentabilité attendue des actifs du régime, et de l'étalement du coût des services passés, est entièrement constatée dans les charges de personnel.

Provisions risques pays

Les provisions pour risques pays portent sur les créances consenties à certaines filiales et les titres d'investissement détenus par le siège sur ces filiales, et permettent de déduire du résultat fiscal un pourcentage de ces encours. Le pourcentage appliqué ainsi que les pays sur lesquels se calcule la provision sont listés dans la lettre de la Direction de la

Législation Fiscale du 24/07/2004.

Les filiales sur lesquelles RCI Banque calcule cette provision sont situées dans des pays :

- De catégorie I avec déduction fiscale de 5% : Slovénie, Hongrie, Corée et République tchèque
- De catégorie II avec déduction fiscale de 10% : Maroc, Roumanie et Slovaquie
- De catégorie III avec déduction fiscale de 30% : Argentine et Brésil

J) Conversion des éléments en devises

Conversion des comptes des succursales étrangères

Les succursales à l'étranger sont gérées comme des établissements autonomes. Par conséquent, il a été estimé plus pertinent de traduire les comptes des succursales à l'étranger comme ceux des filiales, à savoir :

- Les postes du bilan, à l'exception des comptes de liaison, sont convertis au taux de clôture ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice ;
- Les écarts de conversion sont inclus dans les comptes de régularisation

Opérations en devises

Lors de l'arrêté des comptes, les soldes monétaires exprimés en devises sont convertis au taux de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participations et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits dans des comptes d'écart de conversion ; ceux-ci sont regroupés dans les postes de bilan avec les comptes de titres auxquels ils se rapportent.

Les pertes de change ne sont provisionnées que si une cession ou un remboursement des titres est prévu au cours de l'exercice suivant. De même cet écart de change n'est passé au compte de résultat qu'en cas de cession ou remboursement pour la partie des montants afférente aux titres cédés ou remboursés.

K) Instruments financiers de change et de taux

Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors bilan.

Instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur les marchés de gré à gré

Il s'agit principalement d'opérations d'échange de taux d'intérêt dans le cadre d'une gestion du risque global de taux. Les charges et produits relatifs à ces opérations d'échange de taux d'intérêt sont inscrits au compte de résultat prorata temporis. Par ailleurs, les résultats dégagés sur les autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt, tels que les Forward Rate Agreements (F.R.A.), les caps, les floors et les collars, sont inscrits au compte de résultat de manière échelonnée sur la durée de vie des éléments couverts.

Lorsque le groupe est amené à prendre des positions isolées, les instruments concernés, traités sur des marchés de gré à gré sont valorisés selon la méthode suivante : les flux futurs certains sont actualisés sur une courbe de taux zéro coupon de la classe d'instruments correspondants. Les cotations de courbes de taux et de change sont extraites quotidiennement et automatiquement. Seules les moins-values relatives à des ensembles homogènes de contrats sont provisionnées.

Instruments de change

Les instruments de change ont essentiellement pour but de couvrir le risque de change. Le résultat relatif à ces opérations est pris en compte de manière symétrique sur la durée de vie des éléments couverts.

L) Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

L'exposition relative au risque de contrepartie est suivie selon deux méthodes.

Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur une méthode forfaitaire interne. Il tient compte, en outre, du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée conjointement avec l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau des fonds propres, ratio de solvabilité financière, notations long terme et court terme par les agences de rating, appréciation qualitative de la contrepartie.

La méthode forfaitaire est également employée pour mesurer le risque global de contrepartie encouru sur l'ensemble des produits dérivés contractés par le groupe RCI Banque. Elle est fondée sur des coefficients de pondération.

Ces coefficients de pondération sont liés au type d'instruments (3 % par an pour les opérations libellées en une seule devise, et 12 % par an sur les deux premières années de la durée de vie initiale puis 4 % sur les années suivantes pour les opérations engageant deux devises) et à la durée de l'opération. Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Un suivi global en méthode « mark to market positif + add-on » est également réalisé.

Il est fondé sur la méthode règlementaire dite des grands risques. Pour les dépôts et excédents de trésorerie en compte courant, l'exposition est comptabilisée sur la base du montant nominal. Pour les produits dérivés (taux et change), celle-ci est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement article 267-3) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de change (en % du nominal)
≤ 1 an	0%	1,00%
1 an < durée ≤ 5 ans	0,50%	5,00%
> 5 ans	1,50%	7,50%

M) Secteurs Opérationnels

RCI Banque a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia et Renault Samsung Motors.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en terme de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

N) Implantation par zones géographiques

Une ventilation par zone géographique d'implantation est présentée dans les notes annexes pour les postes du Bilan et du Compte de Résultat jugés les plus pertinents (conformément à l'article 28 du CRC 2002-03).

O) Consolidation

Le groupe RCI Banque établit depuis 2005 ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ses états financiers, conformément à l'option prévue en France pour les groupes publiant des comptes consolidés.

La société RCI Banque est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe Renault.

2. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique qui reste complexe, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base d'investisseurs obligataire historique en euro, de nouvelles zones de placement ont été exploitées avec succès, permettant l'accès aux marchés obligataires dans des devises multiples (USD, CHF, GBP, BRL, KRW, etc.), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, le lancement de l'activité de collecte de dépôts vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité futures résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées. Les lois d'écoulement des dépôts ont fait l'objet d'hypothèses conservatrices, un coefficient multiplicateur étant appliqué aux sorties de trésorerie stressées retenues par le Comité de Bâle. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne et d'une revue par le régulateur bancaire (ACP) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes :

La liquidité statique : RCI Banque a pour objectif d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé sont financés par des dettes d'une maturité supérieure.

La liquidité dynamique « scénario noir » : cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de *stress test* maximum qui n'envisage aucun accès à des ressources nouvelles. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe notamment vis-à-vis des agences de notation qui demandent une visibilité sur la liquidité d'au moins 6 mois. Il permet d'établir deux indicateurs :

- nombre de jours d'activité commerciale possibles sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne et de communication externe),
- sécurités disponibles (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

La liquidité intrinsèque : correspond à la réserve de liquidité de RCI Banque sans les accords de crédit confirmés. Elle recouvre le cash disponible, les actifs hautement liquides sur le marché et les actifs éligibles et disponibles à la BCE après décote. L'indicateur du nombre de jour de liquidité intrinsèque mesure le nombre de jours pendant lesquels RCI Banque peut exercer son activité sans utilisation des accords de crédits confirmés.

Risque au titre de l'activité de crédit

Suite au renforcement des structures de recouvrement mis en œuvre entre fin 2008 et début 2009, les performances du recouvrement se sont nettement améliorées à compter du premier trimestre 2009. Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis d'améliorer la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement changeant, RCI Banque a pour cible de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit bancaire résulte principalement du placement des excédents de trésorerie temporaires, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés. Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties. Les excédents de liquidité temporaires font également l'objet de placements réguliers auprès de la Banque de France.

3. NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

Note 1 : Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Créances à vue sur établissements de crédit	726 094	470 570
Comptes ordinaires débiteurs	161 075	406 364
Prêts au jour le jour	563 398	63 444
Créances rattachées	1 621	762
Créances à terme sur établissements de crédit	8 282 810	6 221 179
Prêts participatifs ou subordonnés	2 000	2 000
Comptes et prêts à terme	8 202 860	6 169 859
Créances rattachées	77 950	49 320
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	9 008 904	6 691 749
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>8 554 103</i>	<i>6 588 952</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2013	12/2012
Inférieur à 3 mois	3 230 193	2 515 982
De 3 à 12 mois	1 842 630	1 292 307
De 1 à 5 ans	3 936 081	2 883 450
Supérieur à 5 ans		10
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	9 008 904	6 691 749

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2013	12/2012
France	8 963 873	6 634 212
Union européenne (hors France)	40 834	57 200
Reste du monde	4 197	337
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	9 008 904	6 691 749

Note 2 : Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Crédits non douteux à la clientèle	4 279 734	3 691 495
Encours de crédit affecté non titrisé	2 172 853	1 779 451
Encours sur financement réseaux	2 154 165	1 959 253
Créances rattachées sur contrats non douteux	4 245	3 751
Provisions sur créances impayées	(51 529)	(50 960)
Crédits douteux à la clientèle	140 047	115 121
Créances rattachées sur contrats douteux	4 482	4 427
Créances sur contrats douteux	179 436	162 382
Provisions sur contrats douteux	(49 482)	(58 288)
Créances rattachées sur contrats douteux compromis	1 873	2 926
Créances sur contrats douteux compromis	110 919	141 168
Provisions sur contrats douteux compromis	(107 181)	(137 494)
Concours divers	2 663 627	2 109 027
Créances commerciales	91 679	86 939
Prêts à la clientèle financière	237 413	136 994
Autres concours à la clientèle	2 306 037	1 852 201
Valeurs non imputées	1 486	1 670
Créances rattachées sur concours divers	25 360	28 996
Créances douteuses sur concours divers	1 652	2 227
Comptes ordinaires	142 851	671 835
Comptes ordinaires sains	142 634	671 013
Créances rattachées sur comptes ordinaires non douteux	213	781
Comptes ordinaires douteux	4	41
Etalements	(53 948)	(65 538)
Etalement des bonifications reçues	(118 637)	(119 329)
Etalement des frais de dossier reçus	(31 632)	(23 763)
Etalement des commissions versées	88 583	73 883
Etalement des autres charges versées	7 738	3 671
Total net des créances sur la clientèle (*)	7 172 311	6 521 940
	2 516 855	2 607 438

(*) Dont entreprises liées

Ventilation par durées résiduelles	12/2013	12/2012
Inférieur à 3 mois	2 801 412	2 850 492
De 3 à 12 mois	2 470 885	2 272 184
De 1 à 5 ans	1 806 192	1 315 579
Supérieur à 5 ans	93 822	83 685
Total net des créances sur la clientèle	7 172 311	6 521 940

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2013	12/2012
France	2 352 004	2 457 560
Union européenne (hors France)	4 633 102	3 883 101
Reste du monde	187 205	181 279
Total net des créances sur la clientèle	7 172 311	6 521 940

Ventilation par secteurs d'activité	12/2013	12/2012
Financement clientèle	2 132 493	1 727 900
Valeur brute des encours	2 239 150	1 882 300
Dépréciation des encours	(106 657)	(154 400)
Financement réseaux	2 233 339	2 013 178
Valeur brute des encours	2 334 874	2 105 520
Dépréciation des encours	(101 535)	(92 342)
Autres activités	2 806 479	2 780 862
Valeur brute des encours	2 806 479	2 780 862
Dépréciation des encours		
Total net des créances sur la clientèle	7 172 311	6 521 940

Note 3 : Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Titres de placement	3 059 541	3 425 258
Titres à revenu fixe	3 041 065	3 423 619
Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe	18 639	1 967
Provisions pour dépréciation des titres à revenu fixe	(163)	(328)
Titres d'investissement	114 815	391 159
Titres à revenu fixe	114 815	391 159
Total des obligations et autres titres à revenu fixe (*)	3 174 356	3 816 417
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>114 815</i>	<i>391 160</i>
<i>(*) Dont titres cotés</i>	<i>2 479 344</i>	<i>2 804 740</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2013	12/2012
Inférieur à 3 mois	901 853	1 078 079
De 3 à 12 mois	356 900	1 462 414
De 1 à 5 ans	1 704 681	1 275 777
Supérieur à 5 ans	210 922	147
Total des obligations et autres titres à revenu fixe	3 174 356	3 816 417

La valeur de marché de ces titres de placement est de 2 479 MEUR en 2013 contre 2 820 MEUR en 2012. La moins-value latente s'élève à 0,1 MEUR en 2013 (après prise en compte de la décote) contre une moins-value latente de 0,3 MEUR en 2012.

Les titres d'investissement correspondent exclusivement à des titres émis par RCI Korea Ltd et acquis par RCI Banque. La valeur de marché de ces titres est de 114,1 MEUR en 2013 contre 390,4 MEUR en 2012 et la plus-value latente s'élève à 0,3 MEUR en 2013 contre 1 MEUR en 2012.

Détail des titres de placement acquis dans le cadre d'opérations de titrisation

Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	Succursale Italienne	Succursale Allemande	Succursale Allemagne	Succursale Allemande
Date de début	mai-12	novembre-12	juillet-13	juin-12	février-11	décembre-13	décembre-11
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans France FCT Master	Cars Alliance Auto Loans France V2012-1	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Warehouse Italy SRL	Cars Alliance Auto Leases Germany FCT	Cars Alliance Auto Loans Germany V2013-1	Cars Alliance Auto Loans Germany FCT
Nature des créances cédées	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Contrats de leasing à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle
Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-13	Class A Notation AAA 515 600	Class A Notation AAA 46 844	Class A Notation AAA 750 000	Class A Notation AAA 619 000		Class A Notation AAA 1 000	
				Class B Non notées 137 450	Class B Non notées 178 636	Class B Notation A 56 800	
Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-13				Class J Non notées 56 686		Class C, S, T Non notées 52 300	Class R Notation AAA 546 900
							Class C, S, T Non notées 79 700
Dépréciations totales							(163)

Note 4 : Participations et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Valeurs brutes des titres	229 019	203 646
Titres de participation	228 807	203 434
Autres titres détenus à long terme	212	212
Provisions pour dépréciation des titres	(211)	(2 582)
Provisions sur titres de participation		(2 371)
Provisions sur autres titres détenus à long terme	(211)	(211)
Total des participations et autres titres détenus à long terme	228 808	201 064

Note 5 : Parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Parts dans les entreprises liées	842 433	853 010
Provisions sur parts dans les entreprises liées	(14 145)	(13 337)
Total des parts dans les entreprises liées	828 288	839 673

Variation des parts dans les entreprises liées et autres participations

(En milliers d'euros)

Variation de la période	Base	Provisions
Solde à l'ouverture	1 056 656	(15 919)
RN SF B.V. - Recapitalisation de la filiale	51 000	
Nissan Renault Financial Services India Private limited - Création de la filiale	2 113	
RCI Bank Polska SA - Succursalisation de la société	(45 396)	
Nissan Renault Finance Mexico SA de C.V. - Cession des titres du Mexique	(9 547)	
RCI Finance SA - Recapitalisation de la filiale	14 965	
Renault Acceptance LTD - Liquidation		(808)
Renault leasing CZ SRO - Goodwill Rép. Tchèque / Diminution de capital	1 772	
RCI Pazarlama ve Danismanlik Hizmetleri Lt Sirketi - Cession de 50 % de la filiale	(143)	
ORFIN Finansman Anonim Sirketi		2 371
RCI Insurance Services Korea Cp Ltd - Création de la filiale	34	
Autres mouvements	(2)	
Solde à la clôture	1 071 452	(14 356)

Note 6 : Crédit-bail et location avec option d'achat

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Immobilisations brutes	1 107 861	1 042 050
Amortissements	(527 136)	(457 051)
Loyers échus	1 205	1 368
Provisions sur créances impayées	(142)	(220)
Créances rattachées	106	80
Loyers douteux	3 095	2 784
Provisions sur loyers douteux	(2 314)	(1 969)
Loyers douteux compromis	12 593	14 993
Provisions sur loyers douteux compromis	(11 068)	(13 269)
Etalement des bonifications reçues	(38 754)	(44 932)
Etalement des frais de dossier reçus	(3 112)	(2 543)
Etalement des commissions versées	5 388	7 702
Etalement des autres charges versées	13 977	14 709
Total des opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (*)	561 699	563 702
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(34 885)</i>	<i>(38 865)</i>

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

Note 7 : Location simple

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Immobilisations brutes	48 077	20 302
Amortissements	(3 516)	(925)
Loyers échus	60	32
Provisions sur créances impayées	(26)	
Loyers douteux	151	4
Provisions sur loyers douteux	(30)	
Loyers douteux compromis	63	
Provisions sur loyers douteux compromis	(31)	
Etalement des commissions versées	56	15
Total des opérations de location simple (*)	44 804	19 428
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>31 924</i>	<i>19 377</i>

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

Note 8 : Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Valeur brute des immobilisations incorporelles	8 284	6 105
Concessions, brevet et droits similaires	8 276	6 097
Autres immobilisations incorporelles	8	8
Amortissements des immobilisations incorporelles	(8 090)	(5 925)
Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires	(8 090)	(5 925)
Total des immobilisations incorporelles	194	180

Note 9 : Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Valeur brute des immobilisations corporelles	26 365	24 789
Constructions	302	
Matériel de transport	2 075	2 005
Matériel et mobilier de bureau	4 937	4 824
Matériel et mobilier informatique	11 731	10 991
Autres immobilisations corporelles	7 320	6 969
Amortissements des immobilisations corporelles	(22 870)	(21 648)
Amortissements sur constructions	(257)	
Amortissements sur matériel de transport	(340)	(320)
Amortissements sur matériel et mobilier de bureau	(4 609)	(4 459)
Amortissements sur matériel et mobilier informatique	(11 073)	(10 461)
Amortissements sur autres immobilisations corporelles	(6 591)	(6 408)
Total des immobilisations corporelles	3 495	3 141

Note 10 : Autres actifs

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Etat	48 447	30 852
Créances sociales	66	68
Débiteurs divers	33 279	27 864
Créances rattachées sur débiteurs divers	3 248	1 886
Total des autres actifs	85 040	60 670

Note 11 : Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Charges à répartir sur frais et primes d'émission des emprunts	30 721	38 189
Charges constatées d'avance	2 622	2 318
Produits à recevoir sur swaps ou IFT	73 006	78 549
Autres produits à recevoir	21 628	27 855
Comptes d'ajustement devises		55 426
Valeurs à l'encaissement	67 620	7 853
Total des comptes de régularisation	195 597	210 190

Note 12 : Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Dettes à vue sur établissements de crédit	106 289	264 906
Comptes ordinaires créditeurs	106 289	44 894
Emprunts au jour le jour		220 000
Dettes rattachées		12
Créances à terme sur établissements de crédit	3 252 902	2 256 086
Comptes et emprunts à terme	3 244 485	2 244 076
Dettes rattachées	8 417	12 010
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	3 359 191	2 520 992
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 145 170</i>	<i>991 177</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2013	12/2012
Inférieur à 3 mois	821 384	870 674
De 3 à 12 mois	893 547	57 087
De 1 à 5 ans	1 644 260	1 593 231
Supérieur à 5 ans		
Total des dettes envers les établissements de crédit	3 359 191	2 520 992

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2013	12/2012
France	2 907 021	2 207 691
Union européenne (hors France)	416 368	256 581
Reste du monde	35 802	56 720
Total des dettes envers les établissements de crédit	3 359 191	2 520 992

La valeur comptable des créances et titres apportés en garantie à la Société de Refinancement des Activités des Etablissements de crédit (SFEF) par RCI Banque s'élève à 244,8 MEUR au 31 décembre 2013, en contrepartie d'un financement de 210 MEUR.

Le solde du financement accordé par la Banque de France en contrepartie des créances et titres mobilisés est de 0 MEUR au 31 décembre 2013 contre 400 MEUR au 31 décembre 2012.

Note 13 : Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	3 715 118	1 029 138
Comptes ordinaires créditeurs	152 545	134 559
Compte d'épargne sur livret	3 548 264	892 678
Acomptes et autres sommes dues	13 618	1 901
Dettes vis-à-vis de la clientèle financière	689	
Dettes rattachées	2	
Dettes à terme sur opérations avec la clientèle	1 594 594	753 965
Comptes ordinaires créditeurs à terme	1 591 787	751 757
Dettes rattachées	2 807	2 208
Total des opérations avec la clientèle (*)	5 309 712	1 783 103
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>881 086</i>	<i>809 398</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2013	12/2012
Inférieur à 3 mois	3 887 523	1 141 778
De 3 à 12 mois	204 071	27 950
De 1 à 5 ans	668 118	63 375
Supérieur à 5 ans	550 000	550 000
Total des opérations avec la clientèle	5 309 712	1 783 103

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2013	12/2012
France	2 012 914	1 599 831
Union européenne (hors France)	3 141 869	74 825
Reste du monde	154 929	108 447
Total des opérations avec la clientèle	5 309 712	1 783 103

Note 14 : Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Dettes représentées par un titre	10 407 060	12 700 426
Emprunts obligataires	9 962 026	10 193 832
Titres de créances négociables	445 034	2 506 594
Dettes rattachées sur dettes représentées par un titre	218 797	225 704
Emprunts obligataires	218 536	224 480
Titres de créances négociables	261	1 165
Autres dettes représentées par des titres		59
Total des dettes représentées par un titre	10 625 857	12 926 130

Ventilation par durées résiduelles	12/2013	12/2012
Inférieur à 3 mois	1 183 648	2 749 834
De 3 à 12 mois	2 511 571	2 234 555
De 1 à 5 ans	6 930 638	7 941 741
Supérieur à 5 ans		
Total des dettes représentées par un titre	10 625 857	12 926 130

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2013	12/2012
France	10 625 857	12 926 071
Union européenne (hors France)		59
Reste du monde		
Total des dettes représentées par un titre	10 625 857	12 926 130

Note 15 : Autres passifs

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Etat	29 277	60 989
Dettes sociales	5 162	5 091
Créditeurs divers	86 616	81 808
Dettes rattachées sur créditeurs divers	58 917	55 449
Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et as.	24 276	23 966
Total des autres passifs	204 248	227 303

Note 16 : Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Produits à répartir sur primes d'émission des emprunts	5 760	735
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et ass.	370	14
Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle	21	15
Autres produits constatés d'avance	4 098	1 654
Comptes d'ajustement devises	59 392	
Charges à payer sur swaps ou IFT	13 931	32 335
Autres comptes de régularisation passif	15 357	8 216
Total des comptes de régularisation	98 929	42 969

Note 17 : Provisions

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2012	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2013
			Utilis ées	Non utilis ées		
Provisions sur opérations bancaires	38 488	8 876	(315)	(23 012)		24 037
Litiges avec des clients	606	270	(315)			561
Risques pays	37 882	8 606		(23 012)		23 476
Provisions sur opérations non bancaires	30 064	9 407	(5 104)	(7 087)		27 280
Engagements de retraite	3 257	241	(104)	(10)		3 384
Plans sociaux et de restructuration	4 129	2 150	(1 516)	(693)		4 070
Autres risques et charges	22 678	7 016	(3 484)	(6 384)		19 826
Total des provisions	68 552	18 283	(5 419)	(30 099)		51 317

(*) Autres variations = Reclassements et effet des variations de change

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

Note 17.1 : Provisions pour engagements de retraite et assimilés (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	valeur actuarielle des engagements	valeur actuarielle des fonds investis	Engagements nets des fonds investis	Ecarts actuariels	Provision au bilan
Solde au 31 décembre 2011	2 865	0	2 865	(76)	2 789
Charge nette de l'exercice 2012	1 400		1 400		1 400
Prestations et contributions payées	(932)		(932)		(932)
Ecarts actuariels	(85)		(85)	85	
Solde au 31 décembre 2012	3 248	0	3 248	9	3 257
Charge nette de l'exercice 2013	231		231		231
Prestations et contributions payées	(104)		(104)		(104)
Ecarts actuariels	(17)		(17)	17	
Solde au 31 décembre 2013	3 358	0	3 358	26	3 384

Principales hypothèses actuarielles retenues	12/2013	12/2012
Age de départ à la retraite	65 ans	64 ans
Evolution des salaires	2,50%	2,00%
Taux d'actualisation financière	2,33%	3,12%
Taux de départ des salariés de l'entreprise	0,60%	2,86%

Note 17.2 : Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2012	Dotations	Reprises	Autres (*) variations	12/2013
Dépréciation	278 447	47 931	(98 473)	8 417	236 322
Opérations avec la clientèle	262 200	46 765	(95 579)	8 417	221 803
Opérations sur titres	16 247	1 166	(2 894)		14 519
Provisions sur opérations bancaires	38 488	8 876	(23 327)		24 037
Litiges avec des clients	606	270	(315)		561
Risques pays	37 882	8 606	(23 012)		23 476
Total	316 935	56 807	(121 800)	8 417	260 359

(*) Autres variations = Reclassements et effet des variations de change

Note 18 : Dettes subordonnées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Emprunts subordonnés	250 000	250 000
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	671	659
Total des dettes subordonnées	250 671	250 659

Les emprunts subordonnés correspondent à une émission publique de 250 MEUR d'une durée de 10 ans (remboursement in fine le 07/04/2015) au taux d'intérêt Euribor 3 mois + 0,4.

Note 19 : Capitaux propres

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2012	Affectation Résultat 2012	Variation 2013	12/2013
Capital souscrit	100 000			100 000
Primes d'émission et de fusion	258 807			258 807
Réserve légale	10 000			10 000
Autres réserves	9 614			9 614
Ecart de réévaluation	76			76
Report à nouveau	815 452	165 587	100 000	1 081 039
Résultat de l'exercice	440 587	(440 587)	395 130	395 130
Total des capitaux propres	1 634 536	(275 000)	495 130	1 854 666

Renault SAS détient 999 992 actions, soit 99,99 % du capital de la société RCI Banque.

Note 20 : Engagements donnés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Engagements de financement	1 408 411	1 130 729
Ouverture de crédits confirmés en faveur des établissements de crédit	1 000 000	600 000
Autres engagement en faveur des établissements de crédit	80 000	
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	328 411	320 729
Autres engagement en faveur des établissements de la clientèle		210 000
Engagements de garantie	972 464	1 146 689
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	764 912	960 657
Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle	207 552	186 032
Engagements sur titres	2 200	
Titres à livrer à terme	2 200	
Autres engagements donnés	3 394 448	2 306 331
Valeurs affectées en garantie	3 394 448	2 306 331
Total des engagements donnés (*)	5 777 523	4 583 749
	<i>1 253 690</i>	<i>1 218 089</i>

Les autres engagements donnés correspondent principalement aux créances et titres donnés en garantie à la Banque Centrale pour l'obtention de l'emprunt lié à la mobilisation.

Un engagement de garantie donné à un établissement de crédit a été enregistré pour 244,8 MEUR et correspond aux créances DIAC données en garantie à la Société de Refinancement des Activités des Etablissements de crédit (SFEF) en contrepartie des prêts qu'elle a accordé à RCI Banque.

Note 21 : Engagements reçus

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Engagements de financement	6 890 111	6 186 236
Ouverture de crédits confirmés reçus des établissements de crédit	6 888 199	6 172 061
Autres engagement reçus des établissements de crédit	1 912	14 175
Engagements de garantie	2 608 529	1 669 728
Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit	405 998	169 141
Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle	995 162	666 004
Gages et autres sûretés réelles reçus de la clientèle	374 169	
Engagement de reprise des véhicules loués	833 200	834 583
Total des engagements reçus (*)	9 498 640	7 855 964
	<i>1 004 460</i>	<i>836 798</i>

Un engagement de financement reçu de la Banque Centrale a été enregistré au cours de l'exercice 2013 pour un montant de 2 899 MEUR contre 1 903 MEUR en 2012.

Note 22 : Instruments financiers à terme et change au comptant

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/13	Juste valeur 12/13
Couverture du risque de change					
<u>Swap de devises</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de devises	210 968	1 066 294		1 277 262	1 355 978
Ventes (Prêts) de swaps de devises	217 533	1 013 686		1 231 219	1 271 950
<u>Opérations de change à terme</u>					
Achats de change à terme	1 449 355			1 449 355	1 450 510
Ventes de change à terme	1 463 908			1 463 908	1 478 980
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Achats de change au comptant	57 350			57 350	57 350
Ventes de change au comptant	54 795			54 795	54 795
Couverture du risque de taux					
<u>Swap de taux</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	4 418 012	4 924 027	498 050	9 840 089	9 562 521
Ventes (Prêts) de swaps de taux	4 418 012	4 924 027	498 050	9 840 089	9 721 269
<u>Forward Rate Agreement</u>					
Ventes de FRA		4 888		4 888	

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/12	Juste valeur 12/12
Couverture du risque de change					
<u>Swap de devises</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de devises		783 341		783 341	786 715
Ventes (Prêts) de swaps de devises		831 839		831 839	913 111
<u>Opérations de change à terme</u>					
Achats de change à terme	1 738 550			1 738 550	1 751 370
Ventes de change à terme	1 733 541			1 733 541	1 740 755
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Achats de change au comptant	74 870			74 870	74 870
Ventes de change au comptant	75 743			75 743	75 743
<u>Opérations en devises</u>					
Devises prêtées non encore livrées	27 000			27 000	27 000
Couverture du risque de taux					
<u>Swap de taux</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	7 030 509	7 305 289		14 335 798	14 107 098
Ventes (Prêts) de swaps de taux	7 030 509	7 305 289		14 335 798	14 333 429

Note 23 : Actifs et passifs en devises

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Contre valeur en euros des actifs en devises	2 661 811	2 420 833
Contre valeur en euros des passifs en devises	2 876 761	2 325 563

Note 24 : Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit	282 833	284 156
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	437 149	482 146
Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	161 391	154 179
Intérêts et produits sur autres opérations	2 302	589
Total des intérêts et produits assimilés	883 675	921 070

Note 25 : Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit	(112 530)	(125 569)
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	(176 698)	(111 778)
Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	(427 663)	(468 299)
Intérêts et charges sur dettes subordonnées	(2 883)	(4 286)
Total des intérêts et charges assimilées	(719 774)	(709 932)

Note 26 : Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	429 373	412 851
Loyers	367 994	375 829
Intérêts de retard	2 567	1 986
Plus-values sur cession immobilisations	59 309	35 375
Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts)	(414)	(485)
Reprises de provisions	571	668
Dotations aux provisions	(654)	(522)
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	(419 266)	(348 458)
Dotation aux amortissements	(380 115)	(309 748)
Etalement des commissions et autres charges versées	(12 847)	(13 472)
Moins-values sur cession immobilisations	(26 304)	(25 238)
Total sur opérations de crédit bail et assimilées	10 107	64 393

Note 27 : Opérations de location simple

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Produits sur opérations de location simple	5 947	1 712
Loyers	5 872	1 712
Plus-values sur cession immobilisations	75	
Charges sur opérations de location simple	(3 155)	(1 093)
Dotation aux amortissements	(2 954)	(932)
Etalement des commissions et autres charges versées	(201)	(161)
Total sur opérations de location simple	2 792	619

Note 28 : Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Revenus du portefeuille de placement	97 877	115 634
Revenus des parts dans les entreprises liées et titres de participations	265 721	290 400
Total des revenus des titres à revenu variable	363 598	406 034

Note 29 : Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	219	(90)
Opérations de changes	219	(90)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	165	11 410
Dotations aux provisions	(358)	
Reprises de provisions	523	11 410
Total des gains ou perte sur opérations financières	384	11 320

Note 30 : Autres produits d'exploitation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Autres produits d'exploitation bancaire	90 520	80 441
Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules)	2 565	2 238
Opérations faites en commun	5 639	5 806
Autres produits d'exploitation bancaire	82 316	72 397
Autres produits d'exploitation non bancaire	6 600	7 597
Produits des prestations des activités de service	1 284	1 173
Redevances des brevets	184	184
Opérations faites en communs	621	1 273
Autres produits d'exploitation non bancaire	4 511	4 967
Total des autres produits d'exploitation	97 120	88 038

Note 31 : Autres charges d'exploitation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Autres charges d'exploitation bancaire	(12 278)	(17 699)
Autres charges d'exploitation bancaire	(15 116)	(15 299)
Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire	2 838	(2 400)
Autres charges d'exploitation non bancaire	(2 232)	(1 692)
Redevances des brevets	(511)	(511)
Charges des prestations des activités de service	(136)	(180)
Autres charges d'exploitation non bancaire	(890)	(799)
Variation provisions pour risques et charges d'exploitation non bancaire	(695)	(202)
Total des autres charges d'exploitation	(14 510)	(19 391)

Note 32 : Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Frais de personnel	(90 725)	(86 516)
Salaires et traitements	(45 237)	(45 190)
Charges sociales sur retraites	(3 866)	(3 204)
Autres charges sociales	(11 529)	(11 425)
Refacturation des frais de personnel	(27 569)	(21 912)
Autres frais de personnel	(2 524)	(4 785)
Autres frais administratifs	(89 499)	(97 325)
Impôts et taxes	(12 358)	(14 124)
Travaux, fournitures et services extérieurs	(45 145)	(50 290)
Commissions non étalables versées au réseau commercial	(25 902)	(25 827)
Variation des provisions sur autres frais administratif	1 275	745
Refacturation des frais administratifs	(7 369)	(7 825)
Autres frais administratifs		(4)
Total des autres charges générales d'exploitation (*)	(180 224)	(183 841)
	(779)	(798)

(*) dont honoraires de commissariat aux comptes

Les organes d'administration et de direction ne sont pas rémunérés au titre de leurs mandats.

Effectif moyen	12/2013	12/2012
France		
Union européenne (hors France)	815	751
Reste du monde	15	16
Total	830	767

Note 33 : Coût du risque par catégorie de clientèle

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Coût du risque sur opérations de location	(5 715)	(3 533)
Dotations aux provisions	(2 696)	(2 877)
Reprises de provisions	4 624	6 832
Abandons de créances	(8 864)	(8 533)
Récupérations sur créances amorties	1 221	1 045
Coût du risque sur opérations de crédit	(31 767)	(89 170)
Dotations aux provisions	(43 407)	(66 234)
Reprises de provisions	91 035	89 569
Abandons de créances	(85 184)	(117 905)
Récupérations sur créances amorties	5 789	5 400
Coût du risque sur autres opérations avec la clientèle	(13)	(1)
Abandons de créances	(13)	(1)
Coût du risque sur autres opérations	14 451	18 876
Dotations aux provisions	(8 876)	(260)
Reprises de provisions	23 327	19 136
Total du coût du risque	(23 044)	(73 828)

Note 34 : Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2013	12/2012
Gains ou pertes sur immobilisations financières	58 492	29 461
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles	(6)	(13)
Total des gains ou pertes sur actifs immobilisés	58 486	29 448

Note 35 : Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Les succursales sont imposées dans chacun des pays d'exercice de leur activité.

Pour ses activités françaises, RCI Banque est incluse dans le périmètre de l'intégration fiscale de RENAULT SAS. A ce titre, ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société - mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant. Le principe retenu est que la charge fiscale de RCI Banque est identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du Groupe.

Note 36 : Résultat par secteurs d'activité

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation	France	UE (hors France)	Reste du monde	Total 12/13
Financement Clientèle				
Produit net bancaire		215 415		215 415
Résultat brut d'exploitation		106 176		106 176
Résultat d'exploitation		67 911		67 911
Résultat courant avant impôt		67 911		67 911
Financement Réseaux				
Produit net bancaire		76 482	13 669	90 151
Résultat brut d'exploitation		58 415	11 492	69 907
Résultat d'exploitation		60 747	9 976	70 723
Résultat courant avant impôt		60 747	9 976	70 723
Autres activités				
Produit net bancaire	311 662			311 662
Résultat brut d'exploitation	259 713			259 713
Résultat d'exploitation	274 118			274 118
Résultat courant avant impôt	332 604			332 604
Toutes activités				
Produit net bancaire	311 662	291 897	13 669	617 228
Résultat brut d'exploitation	259 713	164 591	11 492	435 796
Résultat d'exploitation	274 118	128 658	9 976	412 752
Résultat courant avant impôt	332 604	128 658	9 976	471 238

Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation	France	UE (hors France)	Reste du monde	Total 12/12
Financement Clientèle				
Produit net bancaire		309 941		309 941
Résultat brut d'exploitation		202 431		202 431
Résultat d'exploitation		112 659		112 659
Résultat courant avant impôt		112 650		112 650
Financement Réseaux				
Produit net bancaire		90 591	13 043	103 634
Résultat brut d'exploitation		73 752	10 692	84 444
Résultat d'exploitation		75 723	7 802	83 525
Résultat courant avant impôt		75 719	7 802	83 521
Autres activités				
Produit net bancaire	349 755			349 755
Résultat brut d'exploitation	291 761			291 761
Résultat d'exploitation	308 624			308 624
Résultat courant avant impôt	338 085			338 085
Toutes activités				
Produit net bancaire	349 755	400 532	13 043	763 330
Résultat brut d'exploitation	291 761	276 183	10 692	578 636
Résultat d'exploitation	308 624	188 382	7 802	504 808
Résultat courant avant impôt	338 085	188 369	7 802	534 256

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

Détail des participations dont la valeur excède 1% du capital de la société (en KEUR et référentiel IFRS)	Pays	Capital social	Capitaux propres (hors capital social)	% de détention	Résultats nets du dernier exercice clos
Filiales détenues à + de 50%					
Renault Nissan Finance RUS LLC	Russie	772	1 813	100,00%	14 183
RCI Usluge d.o.o	Croatie	1 547	377	100,00%	564
RN SF B.V.	Pays-Bas	102 018	0	50,00%	(29)
Overlease Espagne	Espagne	6 000	685	100,00%	337
RCI Financial Services BV	Pays-Bas	1 500	12 374	100,00%	5 956
RCI Finance SA	Suisse	3 258	41 987	100,00%	11 441
Courtage SA	Argentine	3	24	95,00%	1 730
RCI Financial Services Limited	GB	127 624	43 991	100,00%	47 457
RCI Leasing Romania SLR	Roumanie	1 008	794	100,00%	1 131
Renault Crédit RT	Hongrie	269	6 979	100,00%	875
RCI Finance SA	Maroc	25 791	8 705	100,00%	3 587
RCI Finance CZ SRO	R. Tchèque	5 542	7 054	100,00%	829
RCI Koréa Co. Ltd	Corée	52 036	190 997	100,00%	29 126
Rombo Compania Financiera	Argentine	6 682	28 360	60,00%	16 244
Diac	France	61 000	265 558	100,00%	79 617
Renault Autofin SA	Belgique	800	28 561	100,00%	4 133
RCI Gest IFIC AS	Portugal	13 723	4 003	100,00%	4 707
RCI Financial Services SA	Belgique	1 100	604	100,00%	(278)
Renault Crédit Polska	Pologne	16 730	2 332	100,00%	5 378
Renault leasing CZ SRO	R. Tchèque	2 552	19 383	50,00%	7 772
Companhia de CFI Renault do Brasil	Brésil	219 083	62 219	60,11%	36 465
Administradora de Consorcio Renault do Brasil	Brésil	2 232	527	99,92%	(18)
RCI Services Ltd Malte	Malte	10 000	(49 882)	100,00%	50 224
Participations détenues entre 10% et 50%					
Nissan Renault Financial Services India Private limited	Inde	7 029	0	30,00%	(272)
ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Turquie	31 414	(3 093)	50,00%	2 152

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations (en KEUR)	Filiales		Participations		Autres sociétés	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable brute des titres détenus	169 995	652 411		82 661		166 385
Valeur comptable nette des titres détenus	169 995	638 266		82 450		166 385
Prêts et avances consentis par la société	6 628 393	2 661 059		16 224		
Cautions et avals donnés par la société		49 506				
Dividendes encaissés par la société	51 760	180 952		10 490		1



**HONORAIRES DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

au 31 décembre 2013

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DE LEUR RÉSEAU

EN MILLIERS D'EUROS	Réseau CAC Ernst&Young				Réseau CAC Deloitte Touche Tohmatsu				Réseau CAC autres			
	2013		2012		2013		2012		2013		2012	
	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%
Honoraires d'audit												
Commissaires aux comptes, certifications, examens des comptes individuels et consolidés	869	88%	879	95%	1 309	96%	1 334	97%	-	-	-	-
Prestations directement liées à la mission d'audit	118	12%	48	5%	51	4%	36	3%	-	-	-	-
TOTAL DES HONORAIRES	987	100%	927	100%	1 360	100%	1 370	100%				
Autres prestations												
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	42	86%	21	32%	16	100%
Systèmes d'information	-	-	-	-	3	10%	-	-	36	55%	-	-
Autres (vérification de stock...)	21	100%	-	-	28	90%	7	14%	9	13%	-	-
TOTAL DES AUTRES PRESTATIONS	21	100%	-	-	31	100%	49	100%	66	100%	16	100%
TOTAL GÉNÉRAL	1 008		927		1 391		1 419		66		16	